



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du mardi 17 décembre 2024

N° 2 – D. 17.12.2024

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-sept décembre à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.

Point à l'ordre du jour :

2.2. Budget initial 2025

Etablissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus)

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GAUSSIER Éric, GERRY-VERNIERES Stéphane, PODEVIN Florence, PLANUS Emmanuelle, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, BERNARD Marie-Julie, DANJEAN Vincent, JANIN Rémi, MANDIL Guillaume, MONDET Julie, CANTAROGLOU Frédéric, FIBRANE Ahmed, FORESTIER Gérard, GUINET Éric, VAN DER HEIJDE Caroline, DOULAT Léonce, KETFI Bilal, ROSSI Robinson, SAKPA Samuel, CORVAISIER Bénédicte, BOLZE Catherine, TRONTIN-BERTHAUD Sophie, DESPREZ Frédéric, BOISTARD Pascal, SPERANDIO Aymeric, MAÛR Anne-Marie, DASTARAC Marie, SIMIAND Marie-Christine.

Membres représentés : ADAM Véronique (donne procuration à FORESTIER Gérard), QUINTON Jean-Charles (donne procuration à GERRY-VERNIERES Stéphane), WEST Caroline (donne procuration à MONDET Julie), DELABALLE Anne (donne procuration à SAMUEL Karine), BERGOT Anouk (donne procuration à ROSSI Robinson), DUJEU Ambre (donne procuration à KETFI Bilal), TASSIGNY Axel (donne procuration à BERNARD Marie-Julie), DARAGON Nicolas (donne procuration à BOLZE Catherine), COLL Jean-Luc (donne procuration à BOISTARD Pascal).

Membre excusé : LABRIET Pierre.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,
Vu le passage en commission permanente le 5 décembre 2024,

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- 4353 ETPT sous plafond et 1660 ETPT hors plafond
- 631 685 403 € d'autorisations d'engagements dont :
 - 437 696 555 € en personnel ;
 - 150 859 891 € en fonctionnement ;
 - 43 128 957 € en investissement.

Le montant total des autorisations d'engagement est donc porté à 631 685 403 €.

- 629 786 266 € de crédits de paiements dont :
 - 437 686 555 € en personnel ;
 - 147 109 529 € en fonctionnement ;
 - 44 980 182 € en investissement.

Le montant total des crédits de paiement est donc porté à 629 786 266 €.

- 602 132 162 € de recettes ;

Le montant total des recettes est donc porté à 602 132 162 €.

- - 27 654 104 € de solde budgétaire ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 2 :

Le Conseil d'administration approuve les prévisions budgétaires suivantes :

- - 34 054 192 € de variation de trésorerie ;
- - 6 390 345 € de résultat patrimonial ;
- + 2 451 362 € de capacité d'autofinancement ;
- - 11 778 516 € de variation de fonds de roulement.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le budget initial 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	32
Membres représentés	9
Nombre de votants	41
Voix favorables	23
Voix défavorables	18
Abstention	0

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve par un vote à bulletin secret, à la majorité de ses membres présents et représentés, le budget initial 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Publié le : 19/12/2024
Transmis au Rectorat le : 19/12/2024

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 17 décembre 2024

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services,
Jérôme PARET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Note de présentation du budget initial 2025 de l'Université Grenoble Alpes

Table des matières

1. LE CONTEXTE ET LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES	3
2. L'ELABORATION DU BUDGET 2025	4
1. Les recettes du budget général.....	4
2. Les autorisations budgétaires	9
3. Les emplois et la masse salariale	18
Les orientations politiques de la campagne d'emplois 2025 :	18
Le contexte financier national contraint qui entraine des charges supplémentaires sur les universités	19
Le plafond des Emplois.....	19
L'évolution de la consommation en ETPT depuis 2020 pour l'UGA :	22
Les principaux éléments de contexte :	25
L'évolution des dépenses de Masse salariale entre le BR2 de 2024 et le BI 2025 de l'UGA :	26
Synthèse par unité budgétaire et plafond d'emplois	26
Synthèse de l'impact de l'évolution de la MS entre 2024 et 2025 sur le résultat de l'UGA du BI 2025 :	28
4. Le solde budgétaire.....	30
3. ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE	31
1. La trésorerie et le tableau d'équilibre budgétaire	31
2. Le compte de résultat	32

- 3. La capacité d'autofinancement et le fonds de roulement..... 36
- 4. Synthèse de la soutenabilité du budget..... 38
- ANNEXE : LES TABLEAUX BUDGETAIRES 39

1. LE CONTEXTE ET LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

La construction du budget de l'UGA s'effectue dans un contexte national incertain. La mise en place d'un plan d'austérité budgétaire pour l'année 2025 affecte directement l'établissement. Un décret du gouvernement le 21 février 2024 a retiré du budget de la recherche et de l'enseignement supérieur 904,2 millions d'euros (3 % environ) du budget initial inscrit dans la loi de finances 2024, principalement des crédits de précaution. Le projet de budget 2025 (non voté au moment de l'écriture de cette note) prévoit 26,8 milliards € de crédits alloués au MESR en 2025, en hausse de 89 M€. Cette hausse apparente des crédits au global ne doit pas masquer une réorientation des priorités de l'Etat et les efforts demandés par ailleurs aux universités. L'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche français se trouve aujourd'hui dans un contexte financier contraint, rendu d'autant plus incertain au vu des discussions nationales sur les dépenses publiques. La situation a été dénoncée par la tribune de France Université du 30 octobre 2024, co-signée par l'UGA, qui souligne que 60 universités sur 75 se trouvent en déficit, malgré le rôle crucial qu'elles jouent pour l'avenir. Les mesures d'économie annoncées par l'Etat vont avoir un impact significatif sur le budget des universités, aggravant une situation budgétaire déjà tendue du fait du désengagement récurrent de l'Etat. L'annonce très récente de la hausse de 4% de la contributions employeurs du système de retraite des fonctionnaires (CAS pension), sans compensation par l'Etat, a été intégrée dans le budget initial avec un impact de 4,1 M€ pour l'UGA.

De même, une refonte des modalités de financement de l'apprentissage pourrait être menée en 2025, faisant peser un risque de perte de recettes pour les universités. En matière de recherche, la Loi de Programmation de la Recherche ne bénéficiera pas a priori d'une nouvelle marche de financements en 2025 au niveau qui était attendu.

Le conseil d'administration de l'UGA a voté le 11 octobre 2021 une trajectoire financière pluriannuelle permettant de s'inscrire dans une trajectoire financière de long terme durablement saine et permettant des ajustements. Les mesures prises et poursuivies jusqu'à maintenant incluent le différé des postes d'enseignants-chercheurs de 2 ans. Cependant, depuis 2022 et en incluant le budget initial 2025, l'impact cumulé des mesures exogènes non compensées sur la masse salariale P1, en particulier les mesures dites « *Guerini* », totalise 17,4 M€. L'UGA a dû également faire face à la hausse des coûts des fluides et à l'inflation durant cette période. Si l'inflation a baissé depuis 2023, s'établissant autour de 2% fin 2024, le contexte géopolitique tend à maintenir des niveaux de prix élevés pour les matières premières. Les taux d'intérêt ont également connu une hausse marquée qui tend à se stabiliser voire à décroître légèrement à l'échelle mondiale. Cette situation se répercute sur le financement de l'Etat français qui dépend du financement obligataire pour financer à la fois son déficit budgétaire et le renouvellement d'une dette qu'il ne parvient jamais à rembourser en pratique. La dégradation de la note de la dette française par les agences de notation contribue à renchérir la part du service de la dette dans le budget de l'Etat et à mettre une certaine pression sur le financement de ses missions.

Pour la construction du budget initial (BI) 2025, en l'absence de consigne, les recettes de Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) de 2024 ont été reconduites en 2025 y compris sur la compensation « partielle » des mesures « *Guerini* », en y intégrant le financement attendu du COMP pour 2025. Dans ce contexte de forte incertitude, le BI 2025 a été construit de manière prudente, sans prendre de mesures structurelles mais en y intégrant des économies en matière de fonctionnement. L'avancement et la clôture de certains projets permettent de dégager de manière ponctuelle et exceptionnelle une enveloppe de 3 M€ correspondant aux frais de gestion et reliquats de ces projets. L'UGA s'est également fixée une cible globale à moyen terme de 12 M€ en termes d'investissement sur ses ressources propres.

Avec ces mesures, le résultat s'élève au BI 2025 à -6 390 k€, contre -18 058 k€ au BI 2024, soit une nette amélioration. Il ne représente que 1,04% des produits. Il est à noter que sans la prise en compte de la hausse de 4% de la cotisation du CAS Pension, le déficit aurait été de 2 290 k€. Le résultat sans les impacts des mesures exogènes décidées par l'Etat (« *Guerini* » et CAS pension) serait positif de +276 k€, démontrant que la trajectoire financière votée en 2021 a un impact positif.

2. L'ELABORATION DU BUDGET 2025

1. Les recettes du budget général

Les recettes du BI 2025 s'élèvent à 602 132 k€, en hausse de 19 161 k€ par rapport au budget 2024 après BR2. Le tableau 1 présente la répartition des recettes par nature de financements.

Tableau 1 : Evolution des recettes de 2024 à 2025 par nature de financements

Budget	RECETTES								Total 2025	Rappel 2024
	Recettes globalisées					Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	387 564 516	-	-	-	-	-	-	-	387 564 516	385 155 516
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	5 895 906	-	-	-	5 895 906	5 297 037
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	20 880 417	-	-	-	20 880 417	20 621 851
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	999 797	-	-	-	999 797	748 955
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	8 000	-	134 350	693 288	85 850	-	4 300	925 788	1 263 048
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 326 393	-	-	-	2 326 393	1 889 974
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	1 969 790	-	-	81 710 135	-	83 679 925	54 744 232
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	11 586 595	364 214	-	50 000	-	12 000 809	10 368 896
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	3 471 458	-	-	2 369 433	-	5 840 891	8 489 157
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	3 485 966	23 380	-	7 483 389	-	10 992 735	7 140 005
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	2 769 104	-	7 497 108	5 000 185	17 129 755	8 305 885	150 000	40 852 036	51 641 549
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	210 177	2 163 006	-	151 741	-	2 524 925	2 362 817
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 000 728	-	24 147 297	-	-	500 000	27 648 025	33 248 555
TOTAL	387 564 516	2 777 104	3 000 728	28 355 445	62 493 882	17 215 605	100 070 582	654 300	602 132 162	582 971 592

Deux principales sources de financements se dégagent : la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) pour 387 565 k€ (qui représente 64% des recettes), et les financements ANR pour 95 681 k€ (16% des recettes) relevant de Programmes d'Investissement d'Avenir ou non. Les subventions provenant d'autres institutions publiques ou non s'élèvent à 60 700 k€ (10% des recettes).

Les recettes directement liées à l'activité de formation se retrouvent dans les postes « droits d'inscription », « formation continue » et « taxe d'apprentissage » pour 27 776 k€ (4,6% des recettes) mais également dans la rubrique « autres recettes » pour une partie de l'apprentissage, les prestations du Centre Universitaire d'Etudes Françaises (CUEF). Parmi les autres recettes, se trouvent notamment les produits de prestation de service de la Formation et de la Recherche, de valorisation pour la Recherche, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), les refacturations aux établissements-composantes de l'UGA ou externes dans le cadre de services partagés ou d'autres conventionnements.

Le tableau 2 présente la répartition par secteurs d'activités. Il est proposé de réaliser l'analyse de l'évolution des recettes du BI 2025 par rapport à l'exercice 2024 selon les données du tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Evolution des recettes encaissées par secteurs d'activités de 2024 à 2025 (fonctionnement et investissement)

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	443 825 798	452 235 201	452 549 571
Formation	35 790 709	35 437 927	34 602 562
Recherche	14 383 785	18 515 189	14 658 218
Vie étudiante	3736497	4 424 438	5 193 776
Patrimoine	4 725 658	4 577 474	4 305 739
Systèmes d'Information	967 949	1 279 789	1 368 411
Autres services généraux	384 221 201	388 000 385	392 420 865
Projets	128 812 891	130 736 391	149 582 591
Formation	4 834 136	9 160 466	37 448 522
Recherche	55 611 966	55 659 389	63 246 363
Vie étudiante	435 277	443 936	349 758
Patrimoine	24 093 943	19 192 757	5 978 782
Système d'Information	184 398	118 398	87 804
Autres services généraux	23 603 651	26 111 926	24 990 843
Opération Plan Campus	20 049 520	20 049 520	17 480 520
Total général	572 638 690	582 971 592	602 132 162

Les principales évolutions portent sur les postes suivants :

- **Formation**

Tableau 2a : Evolution des recettes encaissées de la formation de 2024 à 2025

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	35 790 709	35 437 927	34 602 562
Projets	4 834 136	9 160 466	37 448 522
Total	40 624 845	44 598 392	72 051 084

Ce secteur comprend la DGD Formation, les composantes de formation, le Collège des Etudes Doctorales (CED), ainsi que 50% du Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS), de la DGD *Bibliothèques et Appui à la Science Ouverte* (BAPSO) et d'UGA Editions.

Les recettes encaissées augmentent de 27 453 k€ du fait de la hausse des recettes prévues sur projets (+ 28 288 k€). Cette hausse s'explique par la prévision de recettes dans le cadre des projets de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) *Compétences et métiers d'avenir* (CMA), portés par la DGD Formation en particulier les projets QuanTEdu-France, COmpétences Et METiers pour l'ESpace (COMETES) et Nouvelles générations de diplômés en nucléaire à Grenoble et à Valence (N2G2V). Ces recettes donnent lieu à l'inscription de dépenses correspondant notamment au reversement d'une partie des recettes à des partenaires extérieurs.

Hors projets, la diminution de 835 k€ s'explique par la diminution des recettes d'apprentissage de près de 378 k€ entre le BI 2024 et le BI 2025 qui concerne plusieurs composantes (IUT 2, UFR Langage, lettres, arts du spectacle, information et communication, journalise (LLASIC), UFR Physique, Ingénierie, Terre, Environnement, Mécanique (PhITEM)...). En formation continue, la Région n'a pas reconduit la subvention pour la formation au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (D.A.E.U.) à hauteur de 151 k€.

Au BI 2025 la modification d'imputation de la recette CVEC entièrement à la Direction de la Vie Etudiante (DVE) entraîne une baisse de 340 k€ pour le Collège des Etudes Doctorales (CED) et le SUAPS dans le secteur Formation, que l'on retrouve dans celui de la Vie étudiante (*cf infra*).

- **Recherche :**

- **Tableau 2b : Evolution des recettes encaissées de la recherche de 2024 à 2025**

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	14 383 785	18 515 189	14 658 218
Projets	55 611 966	55 659 389	63 246 363
Total	69 995 751	74 174 578	77 904 581

Ce secteur englobe l'UB Recherche, la DGD RIV, l'Ecole des Houches ainsi que 50% de la DGD BAPSO et d'UGA Editions.

Les recettes encaissées pour la recherche augmentent de 3 730 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le budget 2025.

Hors projets, les recettes diminuent de 3 857 k€ du fait de l'intégration au BR2 2024 des recettes liées aux flux financiers croisés de la filiale Floralis : depuis 2014, l'UGA est obligée de retracer l'intégralité des flux relatifs aux contrats tripartites avec la filiale en recettes et dépenses. Hors Floralis, les recettes hors projets sont relativement stables entre le BI 2024 et le BI 2025. Elles correspondent principalement aux crédits de recettes du préciput et de la Loi de programmation de la recherche (LPR).

Sur projets, les recettes prévues augmentent de 7 857 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025.

- **Vie étudiante :**

- **Tableau 2c : Evolution des recettes encaissées de la vie étudiante de 2024 à 2025**

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	3 736 497	4 424 438	5 193 776
Projets	435 277	443 936	349 758
Total	4 171 774	4 868 373	5 543 534

Ce secteur d'activités comprend la DVE, le Service de santé étudiante (SSE) et 50 % du SUAPS.

Les recettes encaissées augmentent de 675 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025. Cette hausse est principalement liée aux recettes hors projets qui augmentent de 769 k€ du fait notamment du reversement par le Crous de crédits du fonds aide sociale non consommés pour 709 k€. L'écart de 1 457 k€ avec le BI 2024 est dû au regroupement de la recette CVEC au niveau de la Direction de la Vie Etudiante qui était auparavant ventilée dans les différentes structures.

- **Patrimoine** :

- **Tableau 2d : Evolution des recettes encaissées du patrimoine de 2024 à 2025**

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	4 725 658	4 577 474	4 305 739
Projets	24 093 943	19 192 757	5 978 782
Total	28 819 601	23 770 231	10 284 521

Les recettes diminuent de 13 486 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le budget initial 2025 du fait de la diminution des recettes sur projets, recettes actualisées au regard de l'avancement des opérations. Cette forte baisse concerne principalement les projets Smart Campus, Centre de Recherche en Santé Intégrative (CRéSI) et Polygone.

Hors projets, les recettes diminuent de 272 k€ du fait du rattrapage de facturation de contribution des établissements aux dépenses de la Direction de l'aménagement (DA) en 2024, et d'une diminution des dépenses de fluides refacturées aux autres structures.

- **Systèmes d'information** :

Tableau 2e : Evolution des recettes encaissées des systèmes d'information de 2024 à 2025

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	967 949	1 279 789	1 368 411
Projets	184 398	118 398	87 804
Total	1 152 347	1 398 187	1 456 215

Ce secteur intègre à la fois le budget de la DGD SI et de l'unité de service Direction des systèmes d'information mutualisés (DSIM). Pour rappel, le budget de l'UGA comprend l'intégralité du budget de la DSIM, dont la contribution des établissements-composantes de l'UGA et de l'USMB.

Les recettes projets sont en légère baisse de 30 k€ par rapport au budget 2024 après BR2.

Les recettes hors projets concernent la plateforme de mutualisation WINTER, le stockage unifié mutualisé massif évolutif et réparti (SUMMER), la téléphonie et de la contribution des autres établissements aux dépenses de la DSIM.

- **Autres services généraux :**- **Tableau 2f : Evolution des recettes encaissées des autres services généraux de 2024 à 2025**

	BI 2024	Budget 2024 après BR2	BI 2025
Hors Projets	384 221 201	388 000 385	392 420 865
Projets	23 603 651	26 111 926	24 990 843
Total	407 824 852	414 112 311	417 411 708

Ce poste enregistre les recettes transversales (SCSP, recettes relatives aux projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) transversaux tels qu'IdEX, IDÉES, SFRI) ainsi que celles de plusieurs directions (Directions support, Culture, DGD Relations Internationales). Les recettes augmentent au BI 2025 de 9 586 k€ par rapport au BI 2024 et de 3 299 k€ par rapport au BR2 2024.

Hors Projets, les variations portent principalement sur la SCSP. Au budget initial 2025 elle est estimée à 387 564 k€. Son montant est établi sur la base de la notification intermédiaire 2024 de laquelle sont déduits les crédits du dialogue de performance 2024 (1 200 k€ de moyens non pérennes) et ceux relatifs à l'Université Franco Italienne (UFI) (crédits gérés en compte de tiers pour 232 k€). 609 k€ ont été ajoutés par anticipation au titre de la masse salariale ainsi que 3 000 k€ pour le COMP 2025-2027 qui correspondent à la part mobilisée en 2025.

A noter que les recettes enregistrent une hausse des refacturations de mises à disposition de personnel à des organismes extérieurs (avec les dépenses équivalentes) pour 448 k€.

Sur projets, les recettes s'élèvent à 24 991 k€ au BI 2025, contre 23 604 k€ au BI 2024 et 26 112 k€ après le BR2. L'essentiel de ces recettes est composé par les recettes des PIA. L'avancement et la clôture de certains projets permet de dégager une enveloppe de 3M€ au titre des frais de gestion et reliquats de projets qui améliore le résultat

- **Opération Plan Campus**

Les recettes de l'Opération Plan Campus correspondent à la recette de dotation de l'Etat de 16 130 k€, à des subventions de partenaires externes ainsi qu'à la refacturation à GINP – UGA et au Crous d'une redevance dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP) Grenoble énergie – enseignement et recherche (GreEn-Er). Les recettes encaissées diminuent de 2 569 k€ entre le budget 2024 et 2025.

Cette baisse s'explique par la fin des encaissements des subventions attendues pour les travaux du bâtiment Maison Universitaire des Services à l'Etudiant (MUSE). 2 970 k€ de subvention était prévus en 2024 ; un solde de subvention de 440 k€ est attendu en 2025.

2. Les autorisations budgétaires¹

Le montant global des autorisations d'engagement (AE) s'élève au BI 2025 à **631 685 k€** (437 696 k€ + 150 859 k€ + 43 129 k€), celui des crédits de paiement (CP) à **629 786 k€** (437 697 k€ + 147 409 k€ + 44 980 k€), contre 619 520 k€ d'AE et 622 025 k€ de CP au BI 2024.

Les autorisations budgétaires en AE synthétisées dans le tableau 3 se répartissent entre 69,29 % en masse salariale, 23,88% en fonctionnement et 6,83% en investissement (pour rappel, la répartition au BI 2024 était de 71,23% en masse salariale, 20,68% en fonctionnement et 8,09% en investissement).

La répartition en CP est assez similaire avec 69,5% en masse salariale, 23,36% en fonctionnement et 7,14% en investissement (pour rappel, la répartition au BI 2024 était de 70,94% en masse salariale, 20,42% en fonctionnement et 8,64% en investissement).

Tableau 3 : Répartition en grandes masses des dépenses en AE et CP

Autorisations d'engagement				
Montant des AE	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total AE
BI 2024	441 287 652	128 089 987	50 142 780	619 520 419
BR 2 2024	427 139 575	126 069 799	47 814 770	601 024 144
BI 2025	437 696 555	150 859 991	43 128 957	631 685 503
Crédits de paiements				
Montant des CP	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total CP
BI 2024	441 287 652	127 012 553	53 725 239	622 025 444
BR 2 2024	427 139 575	126 084 435	51 392 373	604 616 383
BI 2025	437 696 555	147 109 529	44 980 182	629 786 266

Sur la partie fonctionnement, la répartition de l'ouverture des AE et CP par secteurs d'activités est montrée dans le tableau 4.

¹ Le budget dans le cadre de la réforme de la Gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) est présenté sous une double forme d'autorisations budgétaires, les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP). Les autorisations d'engagements, constituent le plafond voté par l'organe délibérant et déterminent la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice et les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées pendant l'exercice.

Tableau 4 : Dépenses de fonctionnement par secteurs d'activités

Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiement (CP)

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	64 435 852	63 443 456	65 748 586	64 851 402	59 998 000	60 258 948
Formation	17 631 454	17 413 454	17 247 348	17 080 614	16 809 311	16 874 311
Recherche	12 650 355	12 152 460	16 571 488	16 118 078	11 575 421	11 770 368
Vie étudiante	2 632 410	2 632 410	2 705 733	2 705 193	2 896 401	2 896 401
Patrimoine	21 576 257	21 354 757	17 956 181	17 734 681	16 828 548	16 820 548
Systèmes d'Information	3 836 254	3 875 254	4 079 254	4 118 254	4 114 749	4 076 749
Autres services généraux	6 109 121	6 015 121	7 188 583	7 094 583	7 773 571	7 820 571
Projets	63 654 136	63 569 097	60 321 213	61 233 033	90 861 890	86 850 581
Formation	4 408 179	4 408 179	4 122 421	5 096 279	31 816 670	31 834 816
Recherche	26 595 414	26 642 392	23 171 379	23 218 358	27 435 897	27 436 797
Vie étudiante	359 769	361 870	337 413	339 514	315 259	315 259
Patrimoine	143 429	143 429	364 035	364 035	-136 657	-142 652
Systèmes d'Information	195 720	195 720	195 720	195 720	130 000	130 000
Autres services généraux	24 053 837	24 112 837	24 232 457	24 314 457	16 324 722	16 505 361
Opération Plan Campus	7 897 788	7 704 670	7 897 788	7 704 670	14 976 000	10 771 000
Total fonctionnement	128 089 987	127 012 553	126 069 799	126 084 435	150 859 890	147 109 528
Formation	22 039 633	21 821 633	21 369 769	22 176 893	48 625 980	48 709 127
Recherche	39 245 769	38 794 852	39 742 867	39 336 435	39 011 317	39 207 165
Vie étudiante	2 992 179	2 994 280	3 043 146	3 044 707	3 211 660	3 211 660
Patrimoine	21 719 686	21 498 186	18 320 216	18 098 716	16 691 891	16 677 896
Systèmes d'Information	4 031 974	4 070 974	4 274 974	4 313 974	4 244 749	4 206 749
Autres services généraux	30 162 958	30 127 958	31 421 040	31 409 040	24 098 293	24 325 932
Opération Plan Campus	7 897 788	7 704 670	7 897 788	7 704 670	14 976 000	10 771 000

Les écarts de crédits entre AE et CP sont en général peu importants hormis sur projets.

Il est proposé de focaliser l'analyse des évolutions de 2024 à 2025 sur les crédits de paiement.

- **Formation** : Total AE 48 626 k€, total CP 48 709 k€

Tableau 4a : Dépenses de fonctionnement de la formation en AE et CP

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Formation	17 631 454	17 413 454	17 247 348	17 080 614	16 809 311	16 874 311
Projets						
Formation	4 408 179	4 408 179	4 122 421	5 096 279	31 816 670	31 834 816

Le budget doit être distingué selon que les crédits relèvent de projets ou non.

Les crédits de paiement (CP) hors projets de 16 874 k€ apparaissent en diminution de 539 k€ par rapport au BI 24 (17 413 k€), et de 207 k€ par rapport au BR2 2024 (17 080 k€), alors que les crédits sur projets sont en forte hausse : 31 835 k€ au BI 2025, contre 4 408 k€ au BI 24 et 5 096 k€ au BR2 2024.

Hors projets, cette diminution s'explique par un effort réalisé par les composantes de formation sur leurs dépenses de fonctionnement financées sur dotation. Des ajustements ont été réalisés également du fait de la diminution de recettes propres pour plusieurs composantes, principalement la Faculté d'Economie (FEG), l'UFR LLASIC, l'UFR PHITEM, *cf supra*. Un transfert des charges patrimoniales assurées jusqu'ici par le Département des Sciences Drôme Ardèche (DSDA) à la DGD Patrimoine explique également cette diminution.

Le budget de la DGD Formation est reconduit en 2025 à un niveau très proche de 2024 hors projets mais connaît une forte progression sur projets, principalement liée à la mise en œuvre des projets AMI CMA.

Il convient de souligner la situation particulière de la Faculté de Médecine confrontée à une hausse importante des charges liées à la prise en charge du don du corps depuis la mise en place de nouvelles instructions en 2023. La subvention de 99 k€ accordée dans le cadre de la SCSP est loin de compenser les charges, notamment de crémation, qui sont estimées à environ 400 k€ pour 2025 au vu de la hausse du nombre de corps à prendre en charge, mais qui pourraient être encore plus importantes dans le futur. Cette réforme commence ainsi à impacter la capacité à développer l'activité du centre ou à répondre à d'autres besoins de l'UFR.

- **Recherche** : Total AE 39 011 k€, total CP 39 207 k€

Tableau 4b : Dépenses de fonctionnement de la recherche en AE et CP

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Recherche	12 650 355	12 152 460	16 571 488	16 118 078	11 575 421	11 770 368
Projets						
Recherche	26 595 414	26 642 392	23 171 379	23 218 358	27 435 897	27 436 797

Le budget doit être distingué également selon que les crédits relèvent de projets ou non.

Hors projets, les CP du budget de la Recherche sont en diminution de 382 k€ du BI 2024 (12 152 k€) au BI 2025 (11 770 k€). Les chiffres du BI 2025 sont difficilement comparables aux chiffres du BR2 2024 car celui-ci enregistre la comptabilisation des flux croisés entre l'UGA et sa filiale Floralis (*cf supra*) : ces chiffres étant plus fiables en fin d'année, il est préférable de les inscrire en BR plutôt qu'en BI.

La diminution porte notamment sur les crédits de la DGD BAPSO et plus particulièrement sur le poste fluides (-230 k€).

Sur projets, la prévision est en hausse, passant de 26 642 k€ au BI 2024 à 27 437 k€ au BI 2025. Ces sommes incluent des enveloppes non affectées permettant l'ouverture de crédits sans attendre un BR pour de nouveaux contrats. Elles peuvent être amenées à faire l'objet de déprogrammations en BR.

- **Vie étudiante** : Total AE et CP 3 212 k€

- **Tableau 4c : Dépenses de fonctionnement de la vie étudiante en AE et CP**

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Vie étudiante	2 632 410	2 632 410	2 705 733	2 705 193	2 896 401	2 896 401
Projets						
Vie étudiante	359 769	361 870	337 413	339 514	315 259	315 259

Le budget de fonctionnement se présente en hausse en raison de la comptabilisation en recettes en 2025 d'un reversement du Crous de sommes non dépensées au titre de la CVEC et d'une affectation en partie des crédits correspondants en dépenses sur le budget de la Direction de la Vie étudiante (DVE).

- **Patrimoine** : Total AE 16 692 k€, total CP 16 678 k€

- **Tableau 4d : Dépenses de fonctionnement du patrimoine en AE et CP**

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Patrimoine	21 576 257	21 354 757	17 956 181	17 734 681	16 828 548	16 820 548
Projets						
Patrimoine	143 429	143 429	364 035	364 035	-136 657	-142 652

Ce budget se présente en CP en baisse de 4 820 k€ par rapport au BI 2024 (total CP 2024 de 21 498 k€) et de 1 421 k€ par rapport au BR2 (CP de 18 099 k€). La baisse est principalement imputable à la prévision des fluides. Il convient de rappeler que la prévision relative aux tarifs électricité et gaz reste soumise aux aléas du contexte géopolitique, un ajustement de ce poste courant 2025 ne peut être complètement exclu, comme cela a pu être le cas en 2024.

Le budget 2025 comprend par ailleurs plusieurs changements de périmètre : à la hausse (avec notamment la livraison de bâtiments liés aux opérations CReSI, Polygone, la prise en charge du patrimoine géré jusqu'ici par la composante DSDA) et à la baisse (transfert des bâtiments d'IAE et Polytech à GINP – UGA). Pour raisonner à périmètre constant, il faut prendre en compte la compensation qui sera versée dans l'année à GINP – UGA pour l'entretien de ce patrimoine (dans l'attente des corrections de la SCSP de nos établissements respectifs). Ce montant est estimé à ce jour à 400 k€ (il est inscrit sur le budget des services généraux, cf infra)

Enfin il convient de souligner que le budget enregistre des efforts sur le poste logistique (nettoyage, copieurs).

- **Systemes d'information** : Total AE 4 245 k€, total CP 4 207 k€

Tableau 4e : Dépenses de fonctionnement des systemes d'information en AE et CP

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Systeme d'Information	3 836 254	3 875 254	4 079 254	4 118 254	4 114 749	4 076 749
Projets						
Systeme d'Information	195 720	195 720	195 720	195 720	130 000	130 000

Le budget de ce secteur en CP se présente en hausse de 136 k€ par rapport au BI 24 (CP de 4 071 k€), et en diminution de 107 k€ par rapport au BR2 24. Le budget 2024 (budget rectificatif compris) est marqué par des hausses sur plusieurs contrats de maintenance (principalement AMUE, VMWARE), sous l'effet de la hausse des prix mais aussi de changements de périmètre (nouvelles applications à prendre en charge) ainsi qu'une tendance à la hausse des redevances (AMUE pour les applications existantes). Des efforts sont ainsi réalisés pour contenir le budget 2025 à un niveau proche de celui du BR2 2024.

- **Autres services généraux** : Total AE 24 098 k€, CP 24 326 k€

Tableau 4f : Dépenses de fonctionnement des autres services généraux en AE et CP

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Autres services généraux	6 109 121	6 015 121	7 188 583	7 094 583	7 773 571	7 820 571
Projets						
Autres services généraux	24 053 837	24 112 837	24 232 457	24 314 457	16 324 722	16 505 361

Le budget 2025 mérite d'être distingué hors projets/ sur projets.

Hors projets, les CP s'élèvent à 7 821 k€, contre 6 015 k€ au BI 2024. La hausse s'explique principalement par l'inscription de dépenses relatives au COMP : il est fait le choix de centraliser l'essentiel des crédits dans l'attente de la notification officielle dans le cadre de la SCSP. Elle intègre aussi l'enveloppe à reverser à GINP – UGA au titre de la prise en charge des bâtiments IAE et Polytech (cf supra).

Sur projets, les CP sont de 16 505 k€, en baisse de 7 608 k€ par rapport au BI 2024 (24 113 k€). La baisse porte sur les crédits relatifs aux PIA (hors Recherche). En 2024 les crédits prévoyaient le versement à GINP - UGA du volet formation de l'IdEX qui avait été reporté, et qui correspondait à plusieurs exercices.

- **SACD Opération Plan Campus** : Total AE 14 976 k€, CP 10 771 k€

Le budget 2025 est en forte hausse du fait de la prise en compte des dépenses de parachèvement validées par le Comité Interministériel de Suivi (CIS) du 28 septembre 2023, dont une partie est comptabilisée en fonctionnement (lorsqu'elles sont portées par d'autres établissements, la dépense est alors une subvention versée). Le budget 2025 enregistre également la prise en compte de la taxe foncière sur les bâtiments situés sur la Presqu'île.

Sur la partie investissement, la répartition de l'ouverture des crédits d'engagement par secteurs d'activités est synthétisée dans le tableau 5.

**Tableau 5 : Dépenses d'investissement par secteur
Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiement (CP)**

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	13 133 999	13 982 718	12 357 470	14 399 368	17 177 609	15 703 694
Formation	2 828 318	2 828 318	2 761 076	3 074 758	2 697 820	2 697 820
Recherche	1 813 975	1 813 975	1 883 863	1 940 863	1 562 951	1 562 951
Vie étudiante	1 339 100	1 339 100	1 339 100	1 383 122	207 000	207 000
Patrimoine	5 576 962	6 425 681	4 721 787	6 348 981	8 596 278	7 122 363
Systèmes d'Information	1 331 644	1 331 644	1 407 644	1 407 644	2 746 460	2 746 460
Autres services généraux	244 000	244 000	244 000	244 000	1 367 100	1 367 100
Projets	37 008 781	39 742 521	35 457 300	36 993 005	25 951 348	29 276 488
Formation	2 358 747	2 362 122	1 903 422	2 004 160	3 156 828	3 156 828
Recherche	8 954 132	9 146 707	9 454 132	9 646 707	7 742 166	7 931 366
Vie étudiante	99 750	99 750	37 750	67 750	42 861	42 861
Patrimoine	7 509 427	18 941 942	5 888 191	16 079 798	7 771 340	11 053 433
Autres services généraux	467 000	1 072 000	554 080	1 074 590	291 153	430 000
Opération Plan Campus	17 619 725	8 120 000	17 619 725	8 120 000	6 947 000	6 662 000
Total général	50 142 780	53 725 239	47 814 769	51 392 373	43 128 957	44 980 182

Les autorisations d'engagement s'élèvent à 43 129 k€ au BI 2025, soit une diminution de 4 686 k€ par rapport au budget 2024 après BR2. Les crédits de paiement sont également en diminution de 6 412 k€ par rapport au budget 2024 après BR2. Les CP s'élèvent à 44 980 k€ au BI 2025.

- Formation :

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Formation	2 828 318	2 828 318	2 761 076	3 074 758	2 697 820	2 697 820
Projets						
Formation	2 358 747	2 362 122	1 903 422	2 004 160	3 156 828	3 156 828

- Hors projets : les dépenses d'investissement du secteur formation regroupent principalement les dépenses d'équipements mobilier et informatique des composantes de formation ainsi que ceux portés par la DGD Formation. Les AE diminuent de 63 k€ et les CP de 377 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025 du fait de la baisse des acquisitions de ces matériels pour la plupart des composantes et notamment pour l'IUT 1 et la Faculté de Médecine.

- Sur projets : Les dépenses sur projet en investissement en 2025 sont principalement portées par la DGD Formation mais aussi par l'UFR LLASIC (Projet de « *PlatForm VFX* » pour la production virtuelle avec le pôle PIXEL), le DSDA (projet de modernisation de la salle de travaux pratiques de physique dans le cadre d'un Appel à Projet (AAP) Région via le GIP Campus UGA Valence Drôme Ardèche) et l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA) (aménagement d'un équipement multisports dans l'enceinte de l'établissement accueillant le Cermosem financé par un AAP Région via le GIP).

Les AE et CP augmentent respectivement de 1 253 k€ et 1 153 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025. Cette hausse s'explique principalement par la reprogrammation en 2025 de versements aux partenaires de plusieurs recettes de projets transversaux dont les projets La TêteDansLesNuages@UGA (Cloud), Innovative Biohealth Education School (IBES) et Formation et attractivité des métiers de l'électronique (FAME).

- Recherche

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Recherche	1 813 975	1 813 975	1 883 863	1 940 863	1 562 951	1 562 951
Projets						
Recherche	8 954 132	9 146 707	9 454 132	9 646 707	7 742 166	7 931 366

- Hors projets : les AE et CP diminuent respectivement de 321 k€ et 378 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025. Cette baisse s'explique d'une part par la diminution de l'enveloppe dédiée aux appels à projets pour les équipements scientifiques, compensée par des dépenses dans le cadre du COMP, et, d'autre part, par la prise en compte au BR2 uniquement de 195 k€ de dépenses pour l'achat d'équipements sur fonds versés par conventions avec l'Inserm et la filiale Floralis.
- Projets : les AE et CP diminuent de 1 712 k€ et 1 715 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025. Cette baisse s'explique notamment par les projets Equipex Fasum-LNCMI et Equipex Mesonet-GRICAD dont toutes les dépenses ont été engagées avant 2025.

- Vie étudiante

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Vie étudiante	1 339 100	1 339 100	1 339 100	1 383 122	207 000	207 000
Projets						
Vie étudiante	99 750	99 750	37 750	67 750	42 861	42 861

- Hors projets : les dépenses d'investissement hors projets concernent notamment les dépenses du SUAPS (rénovation des installations sportives), de la DVE et du Service de santé étudiante (SSE, aménagement de l'accueil et des secrétariats médiaux). Les AE et CP sont en diminution de 1 132 k€ et 1 176 k€ entre le budget 2024 après BR2 et le BI 2025. Les principaux investissements en 2024 ont été opérés sur reliquat de non-consommé CVEC des années précédentes qui s'est traduit par prélèvement sur le fond de roulement à titre ponctuel, dont la non reconduction en 2025 explique principalement la baisse du montant des investissements. Au BI 2024, 1 M€ de dépenses avaient été prévues au titre de projets financés par le reliquat prélevé sur le fonds de roulement ; ces projets ont été finalisés en 2024. En 2025, 90 k€ sont prévus dont le financement d'équipements dans le bâtiment MUSE à hauteur de 30 k€.

- Sur projets : les montants des AE et CP sont quasiment stables entre 2024 et 2025. Ils concernent une fin de projet IDeX ainsi que des dépenses d'aménagement de l'espace vie étudiante.

- Patrimoine

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Patrimoine	5 576 962	6 425 681	4 721 787	6 348 981	8 596 278	7 122 363
Projets						
Patrimoine	7 509 427	18 941 942	5 888 191	16 079 798	7 771 340	11 053 433

- Hors projet, le budget patrimoine correspond aux enveloppes affectées au Gros Entretien Renouvellement (GER), à l'amélioration fonctionnelle, aux investissements récurrents ainsi qu'à des projets financés sur fonds propres. Ce budget s'élève à 8 596 k€ en AE et 7 122 k€ en CP au BI 2025, soit une augmentation de 3 874 k€ en AE et 773 k€ en CP par rapport au budget 2024 après BR2. Cette augmentation s'explique par les raisons suivantes :
 - En AE : par l'intégration dans le budget 2025 des autorisations d'engagement prévisionnelles relatives au projet de réhabilitation des locaux de la DEM dans le bâtiment Phitem C (1 825 k€ en AE et 345 k€ en CP) ainsi que le décalage sur 2025 de dépenses relatives au projet Hypervision.
 - En CP : de nouvelles dépenses sont prévues en 2025 notamment dans le cadre des travaux de raccordement au chauffage urbain de plusieurs bâtiments (1 227 k€) et du changement des groupes froid pour les bâtiments Nanobio et de l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique (IPAG). A l'inverse certaines dépenses ont été entièrement réalisées en 2024 et ne sont pas reconduites sur 2025 (menuiseries sur le site de Valence, travaux énergétiques sur le site de l'OSUG...).
- Sur projets : le budget patrimoine correspond aux enveloppes de gros travaux et opérations pluriannuelles, qui ont vocation à être couverts par des financements externes (7 771 k€ en AE et 11 053 k€ en CP). La hausse des AE s'explique en 2025 par l'intégration des autorisations d'engagement pour le projet Stendhal dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région –(CPER)XV. La diminution des CP en 2025 (-5 026 k€) s'explique par l'avancement de plusieurs opérations touchant à leur fin (CReSI, IUT1 dans le cadre du Plan de relance).

Pour 2025, les principaux projets d'investissements financés sur projets comprennent (montants des CP) :

- Construction du Centre de Recherche en Santé Intégrative (CReSI) : 3 580 € ;
- Opération *Smart Campus* Humanités numériques Stendhal : 2 859 k€ ;
- Construction de la crèche : 2 174 k€ ;
- Travaux de rénovation du bâtiment Stendhal - Phase 2 / CPER XV : 472 k€ ;
- Réhabilitation bâtiment Jean Roget (423 k€).

- Systèmes d'information :

	BI 2024		Budget 2024 après BR2		BI 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets						
Systèmes d'Information	1 331 644	1 331 644	1 407 644	1 407 644	2 746 460	2 746 460

Il s'agit d'investissements non financés à destination de l'établissement mais aussi de ses établissements-composantes portés par la Direction des Systèmes d'Information Mutualisés (DSIM).

Les AE et CP sont en augmentation de 1 339 k€ entre 2024 après BR2 et le BI 2025. Cette hausse s'explique par l'intégration au budget 2025 de dépenses de jouvence de matériel indispensable, conformément au cycle de jouvence prévu par les services. En 2025, ce renouvellement concerne notamment les infrastructures de sécurité, les réseaux et les serveurs.

- Opération Plan Campus

Le budget 2025 intègre en investissement la part de redevance affectée au remboursement d'emprunts ainsi qu'une enveloppe de travaux, soit un montant total de 6 947 k€ en AE et 6 662 k€ en CP.

Le budget comprend également les crédits liés aux opérations d'aménagement et de construction. Une forte diminution des AE est constatée entre 2024 et 2025. En effet, avaient été prévues au budget 2024 les autorisations d'engagement concernant plusieurs projets dites de parachèvement pour plus de 9 M€ (Halle tennis et Photovoltaïque) validés par le Comité interministériel de suivi (CIS) du 28 septembre 2023.

Le budget 2025 intègre la poursuite des opérations de parachèvement validées :

- Panneaux photovoltaïques : contribution de l'établissement au déploiement d'ombrières sur le site GreEn-ER et installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du Pôle international d'innovation pour les logiciels et systèmes intelligents (PILSI),
- Renouvellement des infrastructures du site Est : réhabilitation des chaussées, développement des infrastructures cyclables et transformation des infrastructures pour, au-delà de la préservation de notre environnement, faire face à ses bouleversements (bouleversement climatique, effondrement de la biodiversité, santé publique) et développer notre résilience,
- Réhabilitation de la Halle de tennis Yvan Tardes,
- Participation de l'établissement aux travaux du Crous de construction de la résidence universitaire Condillac et d'extension du restaurant universitaire GreEn-ER avec création d'un espace libre-service.

3. Les emplois et la masse salariale

Les orientations politiques de la campagne d'emplois 2025 :

La construction de la campagne d'emplois 2025 de l'Université Grenoble Alpes s'est déroulée dans le cadre des orientations stratégiques de l'établissement et en continuité avec les années précédentes.

En termes d'orientation stratégique, l'UGA veut consolider sa stratégie et accélérer les dynamiques déjà en œuvre, en particulier :

1. Répondre aux défis de demain et contribuer à une société durable et résiliente ;
2. Impulser et participer pleinement aux dynamiques territoriales, nationales, européennes et internationales ;
3. Consolider la trajectoire de l'UGA et affirmer son identité ;
4. Consolider l'excellence de la recherche et la valoriser au meilleur niveau international ;
5. Développer une formation initiale et continue diversifiée et une expérience étudiante inspirante grâce à l'offre de formation. Réaliser des projets contractualisés.

Le travail sur ces axes stratégiques s'inscrit dans la continuité de la trajectoire financière dont les grands principes adoptés par le CA sont les suivants :

Pour les enseignants et enseignants-chercheurs :

- Maintenir le potentiel d'emplois d'enseignants-chercheurs, tout en adaptant la nature des emplois aux besoins d'encadrement de la formation et de la recherche.
- Différer l'ouverture des postes libérés de 2 ans (sauf exemption à hauteur de 10%) tout en garantissant un remplacement par des contractuels.
- Rehausser à chaque campagne d'emplois des postes de MCF en PR, selon les viviers et en complément du dispositif temporaire de repyramidage dans le cadre de la loi de programmation de la recherche (LPR) pour ouvrir des perspectives de promotion.
- Atteindre un objectif de 50% d'enseignants-chercheurs bénéficiant de la composante 3 (C3) du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) C3.

Pour les BIATSS :

- Maîtriser le recours aux contractuels BIATSS hors projets en ouvrant les nouveaux postes vacants du plafond d'emplois État en priorité au recrutement de fonctionnaires.
- Travailler sur une trajectoire de Gestion Prévisionnelle des Effectifs, Emplois et Compétences (GPEEC) de repyramidage des postes à coût constant au sein des structures (une hausse compensée par un déclassement par exemple).
- Diminuer les dépenses sur les enveloppes « renforts » et « remplacements » pour revenir à une enveloppe proche de celle des années 2017 à 2019 ;
- Limiter le recours aux situations de surnombre.
- Faire évoluer les montants d'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) dans la limite de l'enveloppe attribuée à l'établissement.

Le contexte financier national contraint qui entraîne des charges supplémentaires sur les universités

Une succession de mesures votées et partiellement financées par le MESR impactent la masse salariale des universités :

- notamment les mesures « *Guerini* » avec le financement à 70% environ de la hausse de toutes les grilles indiciaires de + 5 points au 01/01/2024, de la hausse de +1.5% du point d'indice au 01/07/2023 et de la hausse des grilles des Cat C et B au 01/07/2023. L'impasse financière en année pleine est estimée à 2.5 M€ et est intégrée au chiffrage du budget initial 2025 ;
- l'impact de la hausse du taux de cotisation au CAS pension de l'ordre de 4% estimée à 4.1 M€ et non financée par le MESR ;
- l'impact des indemnités télétravail et forfait mobilité durable qui ne sont toujours pas financées pour 650 k€ (170 k€ + 480 k€).

De plus, des mesures proposées au projet de loi de finances (PLF) 2025 pourraient avoir un impact important sur le budget prévisionnel :

- l'augmentation du nombre de jour de carence avec un retrait de dotation en conséquence ;
- le niveau de paiement des agents en congés maladies.

Aucune hypothèse n'a été prise concernant ces 2 points au budget initial.

L'ensemble de ces mesures non anticipées et partiellement financées rendent les chiffrages et la maîtrise du budget de masse salariale de plus en plus complexes (impact équivalent sur le résultat et le fond de roulement).

1- Les emplois

Le plafond des Emplois

Tableau 1 : autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant)

Les opérateurs doivent produire, en annexe du document budgétaire initial, un tableau des emplois (Tableau 1), document obligatoire faisant apparaître les emplois sous plafond autorisés par le PLF 2025 et les emplois hors plafond du PLF 2025 approuvés par l'organe délibérant. Ces deux catégories d'emplois sont présentées en ETPT de manière obligatoire et éventuellement en ETP, et constituent l'autorisation d'emplois de l'opérateur sur la base de laquelle la prévision de masse salariale a été calculée.

Tableau 1 - EPSCP

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du Budget Initial de l'exercice 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
	En ETPT				
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 838		1 838
		CDI	21		71
	Non permanents	CDD	697	50	1 232
					535
S/total EC			2 556	585	3 141
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)			-		-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 403		1 403
		CDI	120	250	370
	Non permanents	CDD	274	825	1 099
S/total Biatss			1 797	1 075	2 872
Totaux			4 353 (1)	1 660	6 013
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			4 535 (3)		Plafond global des emplois voté par le CA **

Plafond 2024 : Notif Intermédiaire

Plafond d'emplois notifié par l'Etat : 4535 (variation BR2 : 0 ETP)

Pour mémoire, le plafond d'emplois notifié par l'Etat intègre le retrait au 01/01/2024 des 223 postes transférés à GINP – UGA pour les écoles IAE et Polytech : 197 postes P1 transférés dans le cadre du transfert des 2 écoles et 26 postes P1 transférés au titre de l'empreinte de l'IAE et Polytech sur les services supports de l'UGA. Cette notification n'intègre pas encore la mise à jour des Chaires de professeur junior (CPJ) notifiées pour 2025.

Plafond d'emplois Etat voté par l'UGA : 4353 (variation BR2 : + 45 ETPT dont +8 ENS et +37 BIATS)

Pour les enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs (ENS) :

Le plafond d'emplois Etat intègre l'impact de la trajectoire financière votée par l'UGA au CA d'octobre 2021. Le différé de recrutement de 2 ans sur les ENS a entraîné une hausse du nombre de contractuels sur plafond 1 et une baisse équivalente du nombre de titulaires (cf. bilan sur le suivi des ETP). Globalement, les chiffres se sont stabilisés en 2024 et le plafond est augmenté de 8 ETP notamment grâce à la création de postes dans le cadre du BUT, de la réforme des études de Santé et de l'UFR STAPS.

Pour les BIATSS :

Le constat d'une meilleure occupation des postes entre 2023 et 2024 permet de revaloriser le plafond des emplois de + 37 ETP pour garder une prévision raisonnable. Cette revalorisation porte sur les contractuels car malgré l'ouverture de l'intégralité des postes vacants à la mobilité externe au fil de l'eau ou au concours, il est constaté une proportion plus importante de recrutement de contractuels.

Plafond d'emplois Ressources Propres : 1660 (variation BR2 : + 79 ETP)

Le plafond d'emplois intègre l'impact des nouveaux projets pédagogiques ou de recherche et l'expansion de ceux déjà en cours. Des recrutements importants sont prévus concernant les doctorants et les contrats de projet en appui à la recherche. Une estimation a été réalisée au BI et sera ajustée en BR au vu des recrutements réalisés.

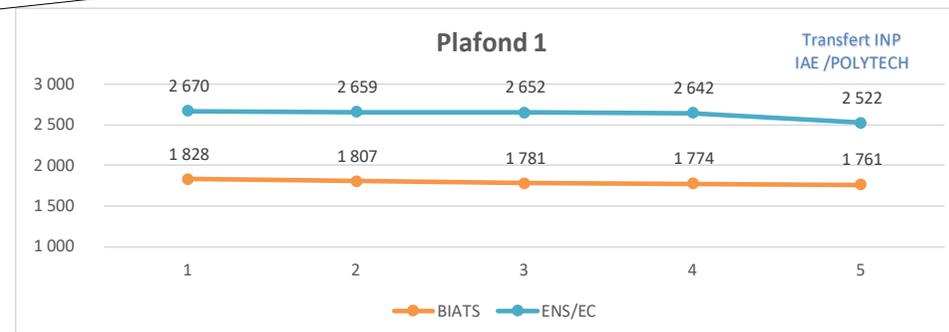
L'évolution de la consommation en ETPT depuis 2020 pour l'UGA :

Evolution de la consommation des ETPT entre 2020 et 2024 - A Fin Décembre

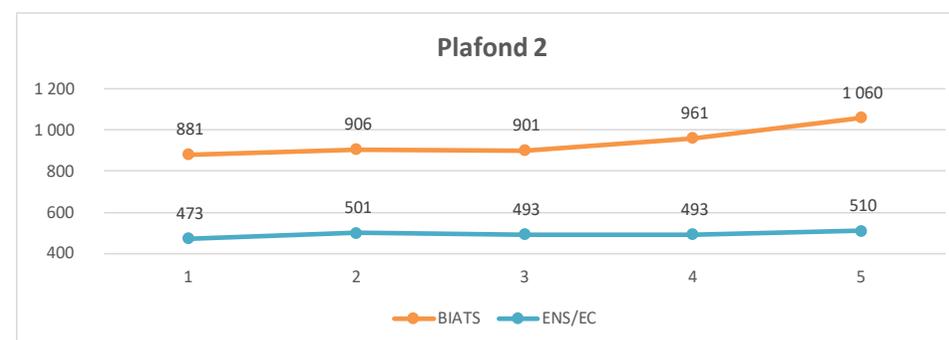
Intégration COMUE
P1: 19 BIATS tit et 5 non titulaires
 4 doctorants
P2: 63 BIATS non titulaires

Transfert IAE / POLYTECH
P1: -46 BIATS, -151 ENS (+26
 MAD: 10 BIATS et 16 ENS)
P2: -27 BIATS et -5 ENS

Postes Etat		2020	2021	2022	2023	2024
BIATSS	tit.	1 623	1 596	1 527	1 468	1 398
	CDI	39	44	55	81	105
	CDD	165	168	199	225	257
BIATSS		1 828	1 807	1 781	1 774	1 761
ENS / EC	tit.	2 035	2 015	1 987	1 948	1 806
	CDI	9	10	13	19	20
	CDD	625	634	652	675	696
ENS		2 670	2 659	2 652	2 642	2 522
Total		4 497	4 466	4 433	4 417	4 283



Postes Ressources Propres		2020	2021	2022	2023	2024
BIATSS	CDI	123	148	192	232	232
	CDD	758	757	710	730	828
BIATSS		881	906	901	961	1 060
ENS / EC	CDI	30	31	34	42	46
	CDD	443	470	459	451	464
ENS		473	501	493	493	510
Total		1 355	1 407	1 395	1 454	1 570



Total	2020	2021	2022	2023	2024
	5 852	5 872	5 827	5 871	5 853

Le comparatif annuel est affiché à partir de 2020, année d'intégration de la COMUE afin de comparer des années au périmètre équivalent. Cependant, il convient de rappeler le contexte exceptionnel des années 2020 et 2021 avec la crise sanitaire du COVID qui a fortement marqué la consommation des ETPT à la baisse notamment sur les BIATSS. En effet, les recrutements se sont interrompus pendant le confinement « total » puis les délais de recrutement se sont ensuite accrus faute de candidats. Enfin, cette période a été marquée par une forte baisse des mobilités qui ont repris de manière plus importante en 2022 et 2023.

Sur les postes Etat

Pour les BIATSS, il est constaté :

- entre 2021 et 2022 : une baisse du nombre de titulaires couplée à un transfert entre titulaires et contractuels du fait de l'impact de la trajectoire financière (remplacement de titulaires par des CDD) et de la crise sanitaire du COVID 19 ;
- en 2023 : une nouvelle baisse du nombre de titulaires imputable au manque d'attractivité et aux difficultés de recrutement induites (l'ensemble des postes définitivement vacants ont été proposés à la mobilité interne et externe pour le recrutement de titulaires en priorité) ;
- en 2024 : une hausse de la consommation sur les BIATSS de 23 ETPT après neutralisation des transferts à GINP – UGA (- 36 ETP transférés pour une baisse constatée de 13). Cette hausse traduit l'effet favorable de la politique RH de l'établissement sur la réévaluation de l'IFSE et des grilles des titulaires et contractuels au 01/01/2024. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2024 le régime indemnitaire des contractuels est aligné sur celui des titulaires et toutes les grilles ont été augmentées de 5 points.
- Enfin, il convient de noter que les évolutions du règlement de gestion favorables aux contractuels (rémunération, reclassement à l'embauche, passage en CDI à 4 ans) ont un impact sur l'évolution du nombre de CDI de l'établissement et diminuent l'attractivité des concours.

Pour les ENS, il convient de noter :

- entre 2021 et 2023 : un transfert de titulaires à contractuels suite à l'application du différé de recrutement de 2 ans couplé à une sous occupation des postes suite à des recrutements infructueux sur des disciplines en tension ;
- en 2024 : la baisse sur les titulaires est imputable en grande majorité au transfert des ETPT à GINP - UGA pour 135 ETP. Les 7 autres ETPT d'écart sont induits par des concours ou recrutements infructueux.

Enfin, la LPR a permis la création de nouveaux contrats doctoraux à partir de la rentrée 2022 : 11 nouveaux en octobre 2022, 8 en octobre 2023 et 10 en octobre 2024 ainsi que la mise en place de CPJ au nombre de 5 en 2023 et 5 en 2024.

Sur les postes Recettes Propres :

Le suivi des ETPT permet de mesurer :

- la hausse des CDD ENS, des CDD doctorants et CDD BIATSS sur ressources propres notamment sur les projets IdEX, MIAI, Flexi TLV, et sur les enveloppes fléchées par le ministère comme sur la loi orientation et réussite des étudiants (ORE) ou les crédits de la réforme de Santé ;
- le nombre de CDI est stable suite à la mise en place du règlement de gestion : 26 nouveaux CDI ont été signés sur plafond 2 mais des départs (démissions, réussites concours et retraites) viennent atténuer cette hausse.

2- La masse salariale

L'enveloppe de 438 245 754€ est obligatoirement identique en AE et CP (à l'exception des conventions).

Elle inclut des crédits retraités en fonctionnement. Elle représente près de 69,5% des dépenses totales de crédits de paiement contre 70,9% en 2024. Cette enveloppe des dépenses de personnel constitue le plafond de masse salariale de l'UGA.

La comparaison entre 2025 et 2024 est réalisée entre le BR2 2024 et le BI 2025 afin de tenir compte des ajustements réalisés en BR. En effet, dans le contexte budgétaire national contraint, un travail important a été conduit dès le budget initial 2025 pour prévoir le budget au plus juste et éviter des déprogrammations en cours d'année 2025

(souvent dues à des projections trop optimistes sur les délais et le nombre de recrutements). Ainsi le budget initial 2025 intègre des hypothèses plus fines sur la consommation future des postes.

Dépenses	BP 2024	BR1 2024 et virements	BR2 2024	BP 2025	Comparaison BP2025 / BF
UB Masse Salariale	398 368 541 €	398 374 897 €	392 326 633 €	399 543 781 €	7 217 148 €
600P1 Masse Salariale Plafond 1 (postes Etat délégués)	333 693 415 €	331 831 532 €	328 831 532 €	334 337 717 €	5 506 185 €
BIAT titulaires	92 544 944 €	90 683 061 €	88 983 061 €	90 272 747 €	1 289 686 €
BIAT non titulaires (postes vacants)	15 171 594 €	15 171 594 €	15 971 594 €	16 605 651 €	634 057 €
EC titulaires (PR, MCF)	139 957 875 €	139 957 875 €	138 457 875 €	140 674 645 €	2 216 770 €
CNAP	4 473 387 €	4 473 387 €	4 573 387 €	4 765 918 €	192 531 €
HU	20 811 663 €	20 891 663 €	20 591 663 €	20 416 283 €	175 380 €
EC non titulaires (ATER, Associés)	8 150 256 €	8 070 256 €	8 070 256 €	8 231 582 €	161 327 €
ENS titulaires (PRAG, PRCE, PLP...)	35 985 241 €	35 985 241 €	34 985 241 €	36 023 345 €	1 038 104 €
ENS non titulaires (Lecteur, CDD LRU, Contr 2nd degré)	4 608 092 €	4 608 092 €	5 108 092 €	4 618 231 €	489 861 €
Doctorants (y/c missions d'Ens) et POST DOC DGF	11 990 364 €	11 990 364 €	12 090 364 €	12 729 315 €	638 951 €
600P2HP Masse Salariale Plafond 2 et Hors Plafond	55 833 905 €	57 047 964 €	53 999 700 €	55 810 252 €	1 810 552 €
CDD, CDI, Apprentis et CAE BIAT	29 119 753 €	28 630 327 €	27 147 465 €	29 641 605 €	2 494 140 €
Vacations accessoires et administratives/ HS	1 592 140 €	1 652 705 €	1 595 110 €	1 595 046 €	64 €
Contrats étudiants	2 061 653 €	2 389 532 €	2 195 518 €	1 742 328 €	453 190 €
CDD/CDI ENS LRU Ressources propres	3 925 736 €	4 066 494 €	4 081 642 €	4 685 828 €	604 186 €
Heures Complémentaires/Vacations ens/ Resp Pédagogiques/Décharges	15 415 368 €	16 589 651 €	15 260 710 €	14 286 371 €	974 339 €
PCA et RIPEC C2	3 719 255 €	3 719 255 €	3 719 255 €	3 859 074 €	139 819 €
600PS Masse Salariale Prestations sociales	1 634 500 €	1 814 843 €	1 814 843 €	1 723 000 €	91 843 €
600SR Masse Salariale "Salaires refacturés"	6 571 341 €	6 895 788 €	6 895 788 €	6 889 025 €	6 763 €
600DIV Masse Salariale "Divers" - Indem éloignement, RAFP etc...	60 000 €	209 390 €	209 390 €	115 000 €	94 390 €
SACD - Opération Campus	575 380 €	575 380 €	575 380 €	668 787 €	93 407 €
UB Recherche	43 509 111 €	37 431 292 €	35 244 941 €	38 701 974 €	3 457 033 €
UB Masse Salariale + Recherche	441 877 652 €	435 806 189 €	427 571 574 €	438 245 755 €	- €
UB Masse Salariale + Recherche Hors Fonctionnement	441 287 652 €	435 374 190 €	427 139 575 €	437 831 555 €	10 674 181 €

Les principaux éléments de contexte :

Contexte national :

La construction du budget initial 2025 est marquée par un contexte national incertain avec l'absence de pré-notification et de cadrage du MESR. De nombreux points sont encore en cours d'arbitrage et les options suivantes sont proposées :

- Une hausse de la cotisation retraite au CAS pension de 4% semble de plus en plus certaine. Une estimation a été réalisée en dépenses mais sans recettes de subvention. Nous verrons plus bas que ce scénario impacte fortement le résultat prévisionnel 2025 de l'UGA.
- La mise en place de 3 jours de carence contre 1 actuellement n'a pas été chiffrée. Une estimation est en cours de réalisation et sera intégrée en budget rectificatif si la mesure est adoptée.
- En l'absence de consigne, les recettes de SCSP de 2024 ont été reconduites en 2025 y compris sur la compensation « partielle » des mesures « *Guerini* ». **Pour mémoire la non compensation d'une partie de ces mesures entraine un impact sur le résultat de 2,5 M € reconduit en 2025.**
- L'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) n'a pas été versée en 2024 (aucun arrêté publié dans ce sens). Nous repartons sur cette même hypothèse pour 2025.
- Les enveloppes fléchées (loi ORE, santé et LPR) ont été reconduites à l'identique. Une enveloppe LPR supplémentaire a cependant été anticipée pour couvrir la hausse réglementaire prévue sur les salaires des doctorants du plafond 1 car le texte prévoit une application au 01/01/2025.
- Par contre aucune hausse du nombre de doctorants, du nombre de CPJ ou du montant du RIPEC n'a été chiffrée au budget initial. Nous attendons des informations complémentaires notamment sur les CPJ et la composante 1 (C1) du RIPEC. L'hypothèse de l'augmentation du nombre de doctorants semble gelée par le MESR pour 2025.
- -En ce qui concerne les crédits du COMP, aucun recrutement n'a été anticipé au budget initial. L'ouverture sera ajustée au budget rectificatif.

Contexte UGA :

L'année 2024 a été impactée par la finalisation des mesures de convergence du régime indemnitaire entre les contractuels et les titulaires BIATSS au sein du grand établissement. Aucune mesure nouvelle n'a été portée en prévision au budget 2025. Le régime indemnitaire ne sera revu que sur la base de crédits nouveaux fléchés dans ce sens.

De même les grilles des contractuels BIATSS sont définies par référence aux indices sur celles des titulaires (avec un délai de passage par échelon plus élevé). Aucun changement n'est prévu sur 2025.

Enfin, la mesure transitoire déployée en 2024 en faveur des personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur (ESAS) pour permettre d'accélérer la convergence de leurs primes avec celles des enseignants-chercheurs a été reconduite mais avec un coût en diminution. En effet, cette prime exceptionnelle est dégressive au fur et à mesure que l'enveloppe versée par le MESR augmente. Pour mémoire, cette prime exceptionnelle impactera transitoirement le résultat de l'UGA jusqu'à l'atteinte de la cible du montant de la prime d'enseignement supérieur (PES) prévu dans la trajectoire de la LPR pour les ESAS.

L'évolution des dépenses de Masse salariale entre le BR2 de 2024 et le BI 2025 de l'UGA :
Synthèse par unité budgétaire et plafond d'emplois

UB Masse Salariale : +7,2 M€

Plafond 1 : Le plafond 1 financé en quasi-totalité par l'Etat augmente de **5,5 M€**.

Cette hausse s'explique par les principaux éléments détaillés ci-dessous :

- L'impact de la hausse de cotisation retraite pour **+4,1 M€** ;
- l'impact des mesures LPR dont la hausse du salaire des doctorants pour **+609 k€** ;
- le GVT prévisionnel entre 2024 et 2025 chiffré à **+ 400 k€** ;
- l'impact du solde des entrées/sorties de 2025 dont les campagnes d'emplois pour : **+842 k€** ;
- l'impact à la baisse de la prime exceptionnelle ESAS pour **-170 k€** et des dépenses sur l'enveloppe ORE pour **-144 k€**.

Plafond 2 : Le plafond 2 augmente de **+1,8 M€** tout financement confondu.

Afin de mieux analyser l'augmentation par type de financement, un tableau complémentaire est proposé pour identifier les types de dépenses et les imputations prévisionnelles (dotation, projets ou recettes propres) ainsi qu'une comparaison avec le BR2 de 2024.

P2 PAR FINANCEMENT (Dépenses)

600P2HP Masse Salariale Plafond 2 et Hors Plafond	Dotation	EOTP DE GESTION	Loi ORE	IDEX / IDEES	eOTPs	RP	Totaux dépenses BP 2025
CDD, CDI, Apprentis et CAE BIAT	8 552 153 €	1 587 232 €	654 508 €	3 682 245 €	6 235 397 €	7 853 804 €	28 565 339 €
CDD BIAT enveloppe remplacement	450 000 €						450 000 €
CDD BIAT enveloppe renfort (notamment scolarité)	626 266 €						626 266 €
Vacations accessoires et administratives/ HS	178 115 €	45 000 €	- €	2 300 €	130 234 €	1 239 397 €	1 595 046 €
Contrats étudiants	1 165 187 €	- €	252 424 €	5 500 €	228 777 €	90 440 €	1 742 328 €
CDD/CDI ENS LRU Ressources propres	346 897 €	165 232 €	1 122 065 €	- €	707 856 €	2 343 778 €	4 685 828 €
Heures Complémentaires/Vacations ens/ Resp Pédagogiques	4 456 248 €	- €	401 484 €	61 192 €	431 095 €	7 843 824 €	13 193 843 €
PCA	310 800 €	- €	- €	21 000 €	- €	18 489 €	350 289 €
PEDR y/c IUF	3 508 785 €						3 508 785 €
Compensation décharges centre (Référentiel + autres)	1 092 528 €						1 092 528 €
Totaux dépenses BP 2025	20 686 979 €	1 797 464 €	2 430 481 €	3 772 237 €	7 733 359 €	19 389 732 €	55 810 252 €

Totaux dépenses BR2 2024	21 616 445 €	1 622 324 €	2 380 380 €	3 246 861 €	5 929 825 €	19 203 864 €	53 999 700 €
Ecart BP2025 / BR2	- 929 466 €	175 140 €	50 101 €	525 376 €	1 803 534 €	185 868 €	1 810 552 €

L'augmentation des dépenses de +1.8 M€ résulte du cumul des éléments suivants :

Sur la dotation de l'établissement (hors eOTP de gestion) : -929 k€

- Une baisse importante des enveloppes renforts et remplacements est proposée pour limiter le déficit budgétaire de l'UGA à hauteur de **-1.1 M€** (colonne dotation) ;
- une baisse de **-227 k€** des heures complémentaires et vacations d'enseignement ;
- une baisse de **-313 k€** sur les emplois étudiants qui s'explique par la non inscription au budget initial des emplois étudiants recrutés au Service Accueil Handicap (SAH) qui seront inscrits en budget rectificatif en fonction de la notification fléchée du MESR ;
- une marge de 3% a été prise sur l'ensemble des chiffrages pour couvrir le GVT des contractuels et l'impact de la hausse du SMIC : elle impacte le budget à hauteur de **+700 k€**.

Sur projets fléchés : +2.3 M€

- Les autres augmentations concernent principalement les financements sur projets dont les projets IdEx et IDéES imputés sur UB masse salariales et tous les autres projets hors recherche essentiellement portés par la DGD Formation, les composantes académiques sans personnalité morale (CSPM) et quelques composantes.

La hausse s'explique pour 2 raisons à hauteur de +275 k€ au titre de l'évolution des salaires et 2M € au titre de la prévision d'augmentation du nombre de recrutements sur projets.

Prestations sociales et salaires refacturés : le budget est stable.

UB Recherche : + 3,4 M €

L'ouverture des crédits sur l'UB recherche augmente de **+3,4 M€** pour les raisons suivantes :

L'augmentation en masse salariale s'explique par la prise en charge et/ ou la montée en charge de plusieurs nouveaux grands projets en 2025 au sein de la DGD RIV. On peut citer les projets MIAI, *Grenoble ATtractiveness and ExcellencES* (GATES) ou encore les Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) qui vont être accompagnés de nombreux recrutements de doctorants, mais également de chercheurs et de post-doctorants.

Un travail important a été réalisé dès le budget initial cette année pour fiabiliser le budget des opérations pluriannuelles (BOPA) des laboratoires et ne pas surestimer de façon trop importante le budget initial. Le taux d'exécution dépendra cependant de l'avancée des projets et des délais de recrutement.

Synthèse de l'impact de l'évolution de la MS entre 2024 et 2025 sur le résultat de l'UGA du BI 2025 :

La hausse des dépenses impacte différemment le résultat de l'établissement selon que les mesures soient financées ou non par des recettes (SCSP, projets ou recettes propres). Il est proposé ci-dessous un récapitulatif des éléments qui impactent le résultat de l'établissement :

Signe (-) = impact à la baisse le résultat / Signe (+) = impact à la hausse le résultat

Sur le plafond 1 : -3,7 M€ (impact négatif sur le résultat)

- Intégration de la hausse de +4 points du CAS pension (sans SCSP) : -4,1 M € ;
- intégration du poids des campagnes d'emplois et des hypothèses présentées sur les postes : -842 k€ ;
- intégration d'un GVT de -400K€ ;
- augmentation des dépenses imputées sur l'enveloppe de la réforme de santé R2C : -72 k€ ;
- diminution de la prime exceptionnelle ESAS de +170 k€ ;
- diminution des dépenses imputées sur la loi ORE pour : +144 k€.

Sur le plafond 2 : +600 k€ (impact positif sur le résultat)

- Gain sur les enveloppes renforts et remplacements : +1,1 M€ ;
- baisse sur les heures complémentaires sur dotation : +227 k€ ;
- ajustement de recettes pour compenser les postes recrutés dans les laboratoires sur crédits LPR : +260 k€ ;

- marge de 3% sur les salaires sur dotation : - 700 k€ ;
- dépenses supplémentaires sur l'enveloppe R2C des réformes des études de santé : -175 k€ ;
- augmentation des décharges compensées aux structures pour : -180 k€.

Globalement les augmentations non financées sur la masse salariale impactent le résultat de l'UGA à hauteur de 3,1 M€. La hausse prévisionnelle de 4,1 M€ du CAS pension, si elle est confirmée, viendra masquer les efforts réalisés par l'établissement.

4. Le solde budgétaire

Par le vote des autorisations budgétaires, l'organe délibérant fixe la limite supérieure des emplois de l'organisme et des dépenses pouvant être engagées juridiquement (autorisations d'engagement) et payées (crédits de paiement) sur l'exercice. Il se prononce également sur les prévisions de recettes et sur le solde budgétaire, représentant la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement de l'exercice.

Le solde budgétaire déficitaire dans le tableau 9 représente un solde intermédiaire de trésorerie, reflétant le flux de trésorerie généré par le budget de l'UGA.

Tableau 10 : Autorisations budgétaires

DEPENSES							RECETTES				
	AE			CP			RE				
	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025		
Personnel	441 287 652	427 139 575	437 696 555	441 287 652	427 139 575	437 696 555	487 794 284	497 181 595	484 191 675	Recettes globalisées	
dont contributions employeur CAS Pension	115 445 405	104 871 886	110 590 358	115 445 405	104 871 886	110 590 358	381 677 600	385 155 516	387 564 516	Subvention pour charges de service public	
							17 753 646	17 839 630	2 777 104	Autres financements de l'Etat	
							3 019 319	3 572 448	3 000 728	Fiscalité affectée	
Fonctionnement	128 089 987	126 069 799	150 859 891	127 012 553	126 084 435	147 109 529	25 666 210	26 891 854	28 355 445	Autres financements publics	
							59 677 509	63 722 147	62 493 882	Recettes propres	
							84 844 405	85 789 997	117 940 487	Recettes fléchées*	
							14 927 805	12 048 215	17 215 605	Financements de l'Etat fléchés	
Investissement	50 142 780	47 814 770	43 128 957	53 725 239	51 392 373	44 980 182	69 308 000	72 621 997	100 070 582	Autres financements publics fléchés	
							608 600	1 119 785	654 300	Recettes propres fléchées	
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	619 520 419	601 024 144	631 685 403	622 025 444	604 616 383	629 786 266	572 638 690	582 971 592	602 132 162	TOTAL DES RECETTES (C)	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)											
							49 386 754	21 644 791	27 654 104	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)	

Ce solde de – 27 654 k€ résulte en premier lieu du résultat déficitaire, des besoins de financement des investissements (*cf infra*) ainsi que des décalages entre les encaissements et les décaissements sur les divers contrats et projets. Il convient de souligner la réduction du solde budgétaire par rapport à 2024, qui était la première année de mise en place du BOPA.

3. ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE

Le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) apporte une nouvelle appréciation de la soutenabilité budgétaire d'un établissement en combinant des indicateurs liés au compte de résultat mais aussi à la trésorerie.

1. La trésorerie et le tableau d'équilibre budgétaire

Il permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice qui résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie.

Tableau 11 : Tableau d'équilibre budgétaire

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	49 386 754	21 644 791	27 654 104	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	1 869	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	14 405 360	14 405 360	12 163 531	17 808 275	17 808 275	11 969 309	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	9 036 889	9 890 823	9 230 650	3 315 738	3 378 701	3 024 784	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	72 829 003	45 942 844	49 048 285	21 124 013	21 186 976	14 994 093	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	-	-	51 704 990	24 755 869	34 054 192	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	-	26 286 548	10 632 596	15 149 691	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	25 418 442	14 123 273	18 904 501	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	72 829 003	45 942 844	49 048 285	72 829 003	45 942 844	49 048 285	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Dans le tableau 11, le prélèvement sur la trésorerie au BI 2025 est de 34 054 k€.

Ce prélèvement s'explique par les éléments suivants :

- Le solde budgétaire : - 27 654k€,
- Le solde lié aux opérations gérées en compte de tiers : - 2 318 k€. Ces opérations comprennent d'une part les écritures de TVA encaissées et décaissées sur l'exercice et, d'autre part les dispositifs d'intervention gérés en compte de tiers (versement de fonds aux partenaires dans le cadre de contrats de recherche, gestion des bourses Erasmus pour l'essentiel).

Le prélèvement sur la trésorerie se décompose comme suit :

- Prélèvement de 15 150 k€ sur la trésorerie fléchée,
- Prélèvement de 18 905 k€ sur la trésorerie non fléchée

Le niveau de trésorerie projeté au BI 2025 est calculé en repartant de la dernière prévision de trésorerie connue, soit celle du BR 2 de 2024.

Il s'élève ainsi à 67 000 k€, correspondant à 42,6 jours de fonctionnement.

2. Le compte de résultat

L'équilibre du budget s'apprécie à travers le compte de résultat qui répond à une logique de droits constatés. Le passage du solde budgétaire au résultat en droits constatés consiste ainsi principalement :

- à prendre en compte les opérations de provisions et d'amortissement ;
- à neutraliser les décalages de dépenses et recettes relatives à des projets ou contrats par l'application de la comptabilisation à l'avancement.

De plus, certaines dépenses enregistrées en masse salariale en comptabilité budgétaire basculent en charges de fonctionnement en comptabilité générale (impôts, taxes).

Un budget est considéré en équilibre quand sa section de fonctionnement est en équilibre, c'est-à-dire quand les produits permettent de couvrir les charges globales de l'établissement y compris les charges calculées tels que les amortissements.

Dans le tableau 12 présentant le compte de résultat 2025, le total des charges s'élève à 616 543 k€, en hausse de 18 954 k€ par rapport au BI 2024 (+3,17 %), et le total des produits est de 610 152 k€, en hausse de 30 621 k€ au BI 2024.

Le déficit s'élève donc en 2024 à 6 390 k€, contre 18 058 k€ en 2024, soit une nette amélioration, il ne représente finalement que 1,05% des produits.

Sans la prise en compte de la hausse de 4% de la cotisation du CAS Pension, le déficit n'aurait été que de 2 390 k€.

Le résultat sans les impacts des mesures exogènes décidées par l'Etat (« *Guerini* » et CAS pension) serait positif de +276 k€, démontrant les impacts positifs sur les finances de l'établissement de la trajectoire financière votée en 2021.

Tableau 12 : Compte de résultat

CHARGES	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	PRODUITS	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025
Personnel	434 510 197	421 466 173	431 935 596	Subventions de l'Etat	393 105 052	395 985 443	400 063 519
dont contributions employeur CAS Pension	115 445 405	104 871 886	110 590 358	Fiscalité affectée	3 019 319	3 572 448	3 003 416
Fonctionnement autre que les charges de personnel	163 079 032	160 723 861	184 607 125	Autres subventions	102 243 179	90 442 843	121 707 278
				Autres produits	81 163 826	85 618 149	85 378 163
TOTAL DES CHARGES (1)	597 589 229	582 190 034	616 542 721	TOTAL DES PRODUITS (2)	579 531 377	575 618 883	610 152 376
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	18 057 853	6 571 151	6 390 345
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	597 589 229	582 190 034	616 542 721	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	597 589 229	582 190 034	616 542 721

Tableau 12 bis : Détail des produits et charges sur projets et hors projets

	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	BI 2025
Hors Projets				
Fonctionnement	95 389 982	- 3 451 740	3 432 633	93 008 068
Personnel	383 382 266	323 286	- 3 755 765	385 309 379
<i>Charges de fonctionnement</i>	<i>478 772 248</i>	<i>- 3 128 453</i>	<i>- 323 132</i>	<i>478 317 447</i>
Produits de fonctionnement	460 663 062	1 355 057	6 908 846	468 830 830
Projets	237 685 296	4 774 473	- 28 898 478	279 546 820
Fonctionnement	67 689 050	8 582 571	- 10 918 635	91 599 058
Personnel	51 127 931	- 6 145 498	- 3 466 047	46 626 217
<i>Charges de fonctionnement</i>	<i>118 816 982</i>	<i>2 437 073</i>	<i>- 14 384 682</i>	<i>138 225 275</i>
Produits de fonctionnement	118 868 314	2 337 400	- 14 513 796	141 321 546
Total charges de fonctionnement	597 589 229	- 691 381	- 14 707 815	616 542 721
Total produits de fonctionnement	579 531 377	3 692 457	- 7 604 950	610 152 376

Les charges de fonctionnement**Tableau 12 bis a Evolution des charges de fonctionnement sur projets et hors projets**

	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	BI 2025
Hors Projets	95 389 982	- 3 451 740	3 432 633	93 008 068
Projets	67 689 050	8 582 571	- 10 918 635	91 599 058
Total Fonctionnement	163 079 032	5 130 831	- 7 486 002	184 607 125

Les charges sont en forte hausse par rapport au BI et BR 2024, mais cette hausse ne porte que sur les crédits projets.

Les explications de ces évolutions rejoignent les analyses décrites dans le paragraphe relatif aux évolutions en comptabilité budgétaire :

- Sur projets : crédits relatifs à la formation en hausse ;
- Hors projets : efforts pour contenir les charges d'une manière générale, ajustement des structures à des baisses de produits, forte réduction des fluides (pour un montant de plus de 4 M€). Quelques enveloppes sont en hausse, et des crédits nouveaux ont été ouverts au titre de la mise en œuvre du COMP.

La dotation aux amortissements augmente légèrement, toutes structures confondues, passant de 30 176 k€ à 31 737 k€. A noter que les neutralisations augmentent également en passant de 21 302 k€ à 22 895 k€ : la dotation aux amortissements nette passe ainsi de 8 873 k€ au BI 2024 à 8 887 k€ au BI 2025 (cf. infra, calcul de la capacité d'autofinancement). Il convient de souligner le travail en cours visant à contrôler les financements rattachés aux immobilisations, de manière à limiter le coût de leur amortissement en réduisant les charges d'amortissement des biens à hauteur des recettes finançant ces biens.

Les charges de personnel**Tableau 12 bis b Evolution des charges de masse salariale sur projets et hors projets**

	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	BI 2025
Hors Projets	383 382 266	323 286	- 3 755 765	385 309 379
Projets	51 127 931	- 6 145 498	- 3 466 047	46 626 217
Total Personnel	434 510 197	- 5 822 212	- 7 221 812	431 935 596

Les charges de personnel sont en hausse de 10 429 k€ par rapport au BR2 2024.

Il existe peu d'écart entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale concernant les chiffres de masse salariale, hormis le retraitement des charges correspondant au poste impôts et taxes (versement transport...).

Les hausses portent à la fois sur les enveloppes hors projets et projets, on y retrouve l'impact de la hausse de la cotisation du CAS Pension (cf supra).

Les produits de fonctionnement**Tableau 12 bis c Evolution des produits de fonctionnement sur projets et hors projets**

	BI 2024	BR1 2024	BR2 2024	BI 2025
Hors Projets	460 663 062	1 355 057	6 908 846	468 830 830
Projets	118 868 314	2 337 400 -	14 513 796	141 321 546
Total Pdots d fonctionnement	579 531 377	3 692 457 -	7 604 950	610 152 376

Les produits de fonctionnement sont en hausse de 30 621 k€ par rapport au BI 24, et de 34 533 k€ par rapport au BR2 2024. Ces importantes variations portent principalement sur les projets de formation, comme évoqué en première partie. Elles intègrent également l'augmentation de la SCSP et des crédits du COMP, ainsi que des recettes exceptionnelles (Reversement CROUS, reliquats et frais de gestion sur projets pour un peu plus de 3 M€).

L'analyse de l'évolution du résultat de – 18 058 k€ à – 6 390 k€ neutralise toutes les variations liées aux projets, et s'explique encore cette année largement par des décisions de hausse de charges salariales non compensées.

La présentation des données agrégées en comptabilité générale par secteurs d'intervention se présente comme suit :

Tableau 13 : Présentation consolidée par secteurs d'activités (M€)

<i>Données en M€</i>	Formation	Vie étudiante	Recherche	Patrimoine	Opération Plan Campus	Systèmes d'information	Autres services généraux	MAD Sortantes (Dont IAE et POLYTECH)	Total BI 2025
Dépenses MS	206,1	5,0	166,7	8,3	0,7	10,2	24,5	6,5	427,8
Dépenses Fonctionnement	53,6	3,3	41,5	16,8	10,8	4,3	22,5	0,1	152,9
Amortissement	2,9	0,1	6,0	12,4	4,7	2,5	3,0	0,0	31,7
Total Dépenses	262,7	8,4	214,2	37,4	16,2	17,0	50,0	6,5	612,4
Recettes propres	71,9	5,3	70,0	4,2	11,6	2,1	31,3	6,5	202,8
Neutralisation	1,4	0,0	4,2	9,9	4,6	0,0	2,7		22,9
Total Recettes propres	73,3	5,3	74,2	14,1	16,2	2,1	34,0	6,5	225,7
Besoin par activité	189,4	3,0	140,0	23,3	0,0	14,9	16,1	0,0	386,8
SCSP									384,5
Résultat									-2,3

Tableau 14 : Compte de résultat de l'Opération Plan Campus

CHARGES	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	PRODUITS	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025
Personnel	575 380	575 380	668 787	Subventions de l'Etat	7 397 186	7 397 186	10 649 659
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 824 623	11 824 623	15 519 477	Autres subventions	-	-	-
				Autres produits	5 002 817	5 002 817	5 538 605
TOTAL DES CHARGES (1)	12 400 003	12 400 003	16 188 264	TOTAL DES PRODUITS (2)	12 400 003	12 400 003	16 188 264
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 400 003	12 400 003	16 188 264	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 400 003	12 400 003	16 188 264

Les charges de l'opération Plan Campus sont strictement équilibrés par les intérêts de la dotation.

3. La capacité d'autofinancement et le fonds de roulement

Tableau 15 : Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

Calcul de la capacité d'autofinancement	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 18 057 853	- 6 571 151	- 6 390 345
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	30 175 695	30 175 695	31 736 638
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 21 302 500	- 21 302 500	- 22 894 931
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 9 184 658	2 302 044	2 451 362

Tableau 16 : Tableau des emplois et ressources

EMPLOIS	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	RESSOURCES	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025
Insuffisance d'autofinancement	9 184 658	-	-	Capacité d'autofinancement	-	2 302 044	2 451 362
Investissements	53 725 239	51 392 373	44 980 182	Financement de l'actif par l'État	20 055 891	18 128 046	10 180 350
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	17 175 749	16 167 276	17 306 500
				Autres ressources	437 848	539 348	3 263 453
Remboursement des dettes financières	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	62 909 897	51 392 373	44 980 182	TOTAL DES RESSOURCES (6)	37 669 488	37 136 714	33 201 666
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	25 240 409	14 255 659	11 778 516

Les évolutions des emplois et ressources sont assez proches des évolutions de dépenses et recettes d'investissement qui sont détaillées dans en première partie (comptabilité budgétaire). Les emplois diminuent entre le budget 2024 après BR2 et le budget 2025, passant de 51 392 k€ à 44 980 k€, soit une baisse de 6 412 k€. Les ressources diminuent également passant de 37 669 k€ à 33 202 k€.

Le besoin de financement des investissements (Emplois- Ressources hors capacité d'autofinancement) s'élève à 14,2 M€ au BI 2025, soit une baisse de 2,3 M€ par rapport au budget 2024 après BR2.

Une cible de 12 M€ à moyen terme avait été présentée lors du Débat d'orientation budgétaire (DOB). La baisse du besoin de financement des investissements au BI 2025 s'inscrit dans cette trajectoire.

Tableau 17 : Tableau des emplois et ressources de l'Opération Plan Campus

EMPLOIS	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	RESSOURCES	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	67 136	67 136	120 872
Investissements	8 120 000	8 120 000	6 662 000	Financement de l'actif par l'État	5 082 864	5 082 864	6 101 128
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	2 970 000	2 970 000	440 000
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	Autres ressources	-	-	-
Remboursement des dettes financières	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 120 000	8 120 000	6 662 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	8 120 000	8 120 000	6 662 000
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-

La section d'investissement (cf. tableau 16) du budget Opération Plan Campus s'élève à 6 662 k€, en baisse par rapport à 2024, du fait notamment de l'achèvement de l'opération MUSE.

4. Synthèse de la soutenabilité du budget

Le tableau 17 reprend l'évolution des quatre indicateurs de soutenabilité.

Dans le contexte sur les financements à venir conformément au Projet de loi de Finances 2025, les indicateurs se dégradent par rapport au BR2 2024 : la trésorerie reste au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours (42,6 jours de fonctionnement) mais le fonds de roulement est en-deçà du seuil d'alerte de 15 jours (8,7 jours). A noter que sans la hausse de la cotisation du CAS Pension, la trésorerie aurait été à 45,2 jours et le fonds de roulement à 11,3 jours.

Tableau 18 : L'évolution des indicateurs de soutenabilité financière

Etape budgétaire	Ratios	en k €	en jours	Rappel seuils alerte
BI 2024 voté	Résultat	-18 057		
	Dépenses décaissables	567 413		
	Fonds de roulement	7 789	4,9	15,00
	Besoin en FDR	-54 656		
	Trésorerie	62 445	39,4	30,00
BR1 2024	Résultat	-13 674		
	Dépenses décaissables	566 722		
	Fonds de roulement	18 418	11,7	15,00
	Besoin en FDR	-72 639		
	Trésorerie	91 057	57,8	30,00
BR2 2024	Résultat	-6 571		
	Dépenses décaissables	552 014		
	Fonds de roulement	25 929	16,9	15,00
	Besoin en FDR	-75 125		
	Trésorerie	101 054	64,2	30,00
BI 2025 SANS HAUSSE CAS PENSION	Résultat	-2 290		
	Dépenses décaissables	580 706		
	Fonds de roulement	18 251	11,3	15,00
	Besoin en FDR	-52 849		
	Trésorerie	71 100	45,2	30,00
BI 2025 AVEC HAUSSE CAS PENSION	Résultat	-6 390		
	Dépenses décaissables	584 806		
	Fonds de roulement	14 151	8,7	15,00
	Besoin en FDR	-52 849		
	Trésorerie	67 000	42,6	30,00

ANNEXE : LES TABLEAUX BUDGETAIRES

- Tableau 1 : autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 2 : autorisations budgétaires (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 3 : dépenses par destination (obligatoire) et recettes par origine (facultatif) (pour information) ;
- Tableau 4 : équilibre financier (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 5 : opérations pour compte de tiers (pour information) ;
- Tableau 6 : situation patrimoniale (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 7 : plan de trésorerie (pour information) ;
- Tableau 8 : opérations sur recettes fléchées (pour information) ;
- Tableau 9 : opérations pluriannuelles – prévision (pour vote) ;
- Tableau 9 bis : SIASUP de suivi des opérations immobilières ;
- Tableau 10 : détail des opérations pluriannuelles et de programmation ;
- Tableau 11 : tableau de synthèse budgétaire et comptable (pour information).

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2025

BUDGET PRINCIPAL

(UGA AVEC PLAN CAMPUS)

Tableau 1 - EPSCP

Tableau des emplois Etablissement Global avec Plan Campus présenté à l'appui du Budget Initial de l'exercice 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Rappel Plafond 2024 Après BR2				Plafond Budget Initial 2025 à voter		
Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	Global
			En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 828		1 828	1 838
		CDI	20	47	67	71
	Non permanents	CDD	700	464	1 163	1 232
S/total EC			2 548	511	3 059	2 556
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)			-		-	-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 404		1 404	1 403
		CDI	111	233	344	370
	Non permanents	CDD	245	837	1 081	1 099
S/total Biatss			1 760	1 070	2 830	1 797
Totaux			4 308	1 581	5 888	4 353
			Plafond global des emplois voté par le CA **		Plafond global des emplois voté par le CA **	
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			4 535		4 535 (3)	

Note sur les modalités de renseignement du tableau :

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	
Personnel	424 779 896	441 287 652	427 139 575	437 696 555	10 556 980	424 779 926	441 287 652	427 139 575	437 696 555	10 556 980	518 352 232	487 794 284	497 181 595	484 191 675	- 12 989 920	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	108 450 722	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	108 450 722	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	405 943 248	381 677 600	385 155 516	387 564 516	2 409 000	Subvention pour charges de service public
											15 184 279	17 753 646	17 839 630	2 777 104	- 15 062 526	Autres financements de l'Etat
											3 360 755	3 019 319	3 572 448	3 000 728	- 571 720	Fiscalité affectée
Fonctionnement	110 911 818	128 089 987	126 069 799	150 859 891	24 790 092	108 944 825	127 012 553	126 084 435	147 109 529	21 025 094	28 548 195	25 666 210	26 891 854	28 355 445	1 463 590	Autres financements publics
											65 315 754	59 677 509	63 722 147	62 493 882	- 1 228 265	Recettes propres
											130 626 134	84 844 405	85 789 997	117 940 487	32 150 490	Recettes fléchées*
											5 482 078	14 927 805	12 048 215	17 215 605	5 167 390	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	40 904 326	50 142 780	47 814 770	43 128 957	- 4 685 813	58 188 274	53 725 239	51 392 373	44 980 182	- 6 412 191	124 668 359	69 308 000	72 621 997	100 070 582	27 448 585	Autres financements publics fléchés
											475 697	608 600	1 119 785	654 300	- 465 485	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	576 596 040	619 520 419	601 024 144	631 685 403	30 661 259	591 913 024	622 025 444	604 616 383	629 786 266	25 169 883	648 978 366	572 638 690	582 971 592	602 132 162	19 160 570	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						57 065 342	-	-	-	-	-	49 386 754	21 644 791	27 654 104	6 009 313	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	16 157 746	16 157 746	6 542 433	6 542 433	3 503 694	3 503 694	26 203 873	26 203 873
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 169 068	4 169 068	3 943 864	3 943 864	437 818	437 818	8 550 750	8 550 750
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	464 749	464 749	819 993	819 993	20 000	20 000	1 304 742	1 304 742
D105 - Bibliothèques et documentation	429 637	429 637	2 699 298	2 829 298	152 617	152 617	3 281 552	3 411 552
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	3 792 222	3 792 222	6 002 407	6 142 354	1 454 605	1 643 805	11 249 233	11 578 381
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	5 166 916	5 166 916	4 052 363	4 052 363	1 214 017	1 214 017	10 433 296	10 433 296
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 785 998	5 785 998	5 041 953	5 031 953	958 974	958 974	11 786 925	11 776 925
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	248 438	248 438	-	-	248 438	248 438
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 287 078	5 287 078	5 295 959	5 295 959	584 897	584 897	11 167 934	11 167 934
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	4 017 912	4 017 912	4 350 340	4 350 340	223 075	223 075	8 591 327	8 591 327
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	12 600 540	12 600 540	8 503 386	8 503 386	3 754 091	3 754 091	24 858 018	24 858 018
D113 - Diffusion des savoirs et musées	144 008	144 008	164 129	164 129	10 000	10 000	318 137	318 137
D114 - Immobilier	1 710 305	1 710 305	35 433 496	31 214 501	21 783 265	23 306 443	58 927 066	56 231 249
D115 - Pilotage et support	375 202 047	375 202 047	64 815 435	64 884 234	8 860 789	8 860 789	448 878 271	448 947 070
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	956 164	956 164	2 195 091	2 195 091	134 861	134 861	3 286 116	3 286 116
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 812 166	1 812 166	751 305	891 191	36 253	175 100	2 599 724	2 878 457
TOTAL	437 696 555	437 696 555	150 859 891	147 109 529	43 128 957	44 980 182	631 685 403	629 786 266

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	387 564 516	-	-	-	-	-	-	-	387 564 516
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	5 895 906	-	-	-	5 895 906
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	20 880 417	-	-	-	20 880 417
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	999 797	-	-	-	999 797
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	8 000	-	134 350	693 288	85 850	-	4 300	925 788
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 326 393	-	-	-	2 326 393
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	1 969 790	-	-	81 710 135	-	83 679 925
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	11 586 595	364 214	-	50 000	-	12 000 809
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	3 471 458	-	-	2 369 433	-	5 840 891
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	3 485 966	23 380	-	7 483 389	-	10 992 735
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	2 769 104	-	7 497 108	5 000 185	17 129 755	8 305 885	150 000	40 852 036
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	210 177	2 163 006	-	151 741	-	2 524 925
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 000 728	-	24 147 297	-	-	500 000	27 648 025
TOTAL	387 564 516	2 777 104	3 000 728	28 355 445	62 493 882	17 215 605	100 070 582	654 300	602 132 162

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

27 654 104

TABLEAU 4
Equilibre financier 2025 de l'Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					
	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	49 386 754	21 644 791	27 654 104	6 009 313
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	2 045	-	1 869	-	1 869
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	9 025 242	14 405 360	14 405 360	12 163 531	- 2 241 829
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	56 699 575	9 036 889	9 890 823	9 230 650	- 660 173
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	65 726 862	72 829 003	45 942 844	49 048 285	3 105 441
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	-	-
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	53 516 099	-	-	-	-
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	-	-
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	65 726 862	72 829 003	45 942 844	49 048 285	3 105 441

FINANCEMENTS					
	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Solde budgétaire (excédent) (D1)*	57 065 342	-	-	-	-
Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	-	-	-	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**	7 704 970	17 808 275	17 808 275	11 969 309	- 5 838 966
Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)	- 3 867 093	3 315 738	3 378 701	3 024 784	- 353 917
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	60 903 219	21 124 013	21 186 976	14 994 093	- 6 192 883
PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)	4 823 643	51 704 990	24 755 869	34 054 192	9 298 323
dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***	-	26 286 548	10 632 596	15 149 691	4 517 095
dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)	58 339 742	25 418 442	14 123 273	18 904 501	4 781 228
TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)	65 726 862	72 829 003	45 942 844	49 048 285	3 105 441

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
 - se détermine par différence entre (1) et (2),
 - se décompose en (a) et (d),
 - s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie

différence entre variation tréso (I ou II) et

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
 (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
 (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers du Budget Initial de l'exercice 2025 - Etablissement Global avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 4731 C 4...	Bourses AMI	135 200	681 200
Opération 2	C 4731 C 4...	Bourses ERASMUS	677 348	125 741
Opération 3	C 4731 C 4...	IBES RECETTE	127 121	127 121
Opération 4	C 4731 C 4...	AMHY RECETTE	989 470	989 471
Opération 5	C 4731 C 4...	CLOUD RECETTE	893 098	893 098
Opération 6	C 4731 C 4...	Recette Cyberskills@	1 029 556	1 029 556
Opération 7	C 4731 C 4...	FAME RECETTE	1 477 830	1 477 830
Opération 8	C 4731 C 4...	RECETTE VerIT	1 074 668	1 074 668
Opération 9	C 4731 C 4...	UFI	36 600	36 600
Opération 10	C 4731 C 4...	Reversement GINP	546 734	
Opération 11	C 4731 C 4...	Labex	2 985 963	3 344 080
Opération 12	C 4731 C 4...	PIA PEGASE	252 550	252 550
Opération 13	C 4731 C 4...	PIA TRANS 3	390 740	390 740
Opération 14	C 4731 C 4...	PEPR (Programme Exploratoire Prioritaire de Recherche) (PIA France)	992 059	992 059
Opération 15	C 4731 C 4...	COMUE LABEX OPT	554 595	554 595
TOTAL			12 163 531	11 969 309

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique ci-dessous :

La différence notamment sur les opérations 1 et 2 "Bourses AMI et ERASMUS" correspond à un décalage de trésorerie relatif aux aides à la mobilité (gérées par la DGD DIT).

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2025 - Etablissement Principal avec Plan campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	PRODUITS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Personnel	421 109 402	434 510 197	421 466 173	431 935 596	10 469 423	Subventions de l'Etat	458 667 992	393 105 052	395 985 443	400 063 519	4 078 076
dont contributions employeur CAS Pension	108 450 722	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	Fiscalité affectée	3 312 512	3 019 319	3 572 448	3 003 416	- 569 032
Fonctionnement autre que les charges de personnel	156 353 820	163 079 032	160 723 861	184 607 125	23 883 264	Autres subventions	26 317 601	102 243 179	90 442 843	121 707 278	31 264 435
						Autres produits	85 862 317	81 163 826	85 618 149	85 378 163	- 239 986
TOTAL DES CHARGES (1)	577 463 222	597 589 229	582 190 034	616 542 721	34 352 687	TOTAL DES PRODUITS (2)	574 160 422	579 531 377	575 618 883	610 152 376	34 533 493
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	180 806	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	3 302 801	18 057 853	6 571 151	6 390 345	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	577 463 222	597 589 229	582 190 034	616 542 721	34 533 493	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	577 463 222	597 589 229	582 190 034	616 542 721	34 533 493

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 3 302 801	- 18 057 853	- 6 571 151	- 6 390 345	180 806
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	33 544 466	30 175 695	30 175 695	31 736 638	1 560 943
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 511 647	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	134 405	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 177 135	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 21 782 200	- 21 302 500	- 21 302 500	- 22 894 931	- 1 592 431
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	7 905 088	- 9 184 658	2 302 044	2 451 362	149 318

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	9 184 658	-	-	-	Capacité d'autofinancement	7 905 088	-	2 302 044	2 451 362	149 318
Investissements	55 077 261	53 725 239	51 392 373	44 980 182	- 6 412 191	Financement de l'actif par l'État	30 107 851	20 055 891	18 128 046	10 180 350	- 7 947 696
Dépôt IDEX - dotation non consommable	850 828 647	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	8 808 751	17 175 749	16 167 276	17 306 500	1 139 224
Remboursement des dettes financières	4 206 873	-	-	-	-	Autres ressources	1 888 753	437 848	539 348	3 263 453	2 724 105
TOTAL DES EMPLOIS (5)	910 112 781	62 909 897	51 392 373	44 980 182	- 6 412 191	Augmentation des dettes financières	850 826 603	-	-	-	-
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	2 477 142	TOTAL DES RESSOURCES (6)	899 537 046	37 669 488	37 136 714	33 201 666	- 3 935 049
						Diminution du fonds de roulement (8) = (5)- (6)	10 575 734	25 240 409	14 255 659	11 778 516	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 10 575 734	- 25 240 409	- 14 255 659	- 11 778 516	2 477 142
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 5 752 091	26 464 581	10 500 210	22 275 676	2 477 142
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 4 823 643	- 51 704 990	- 24 755 869	- 34 054 192	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	40 185 082	14 944 673	25 929 423	14 150 907	- 11 778 516
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 85 625 057	- 59 160 476	- 75 124 847	- 52 849 172	22 275 676
Niveau de la TRESORERIE	125 810 139	74 105 149	101 054 270	67 000 078	- 34 054 192

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie prévisionnel du Budget Initial 2025 - Etablissement Global avec Plan campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	101 054 269	154 413 638	133 376 138	94 073 051	151 959 294	111 592 408	67 036 081	177 080 038	134 949 103	107 979 488	125 933 706	83 388 561	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	99 712 415	7 826 004	7 440 550	104 985 346	7 065 388	6 296 046	146 838 371	1 021 166	6 983 790	65 089 583	5 680 797	25 252 217	484 191 675
Subvention pour charges de service public	96 891 129	-	-	96 891 129	-	-	135 647 581	-	-	58 134 677	-	-	387 564 516
Autres financements de l'État	55 542	277 710	111 084	333 252	83 313	111 084	416 566	-	111 084	83 313	555 421	638 734	2 777 104
Fiscalité affectée	-	13 600	-	1 493 717	-	-	-	-	1 285 925	140 440	-	67 046	3 000 728
Autres financements publics	191 455	707 801	2 070 631	2 019 244	3 735 207	2 824 295	6 866 611	20 430	1 802 524	915 019	1 548 045	5 654 181	28 355 445
Recettes propres	2 574 289	6 826 893	5 258 835	4 248 004	3 246 868	3 360 666	3 907 614	1 000 737	3 784 256	5 816 134	3 577 331	18 892 256	62 493 882
Recettes budgétaires fléchées	654 920	18 147 210	7 874 447	487 520	1 622 570	943 198	12 794 557	2 873	14 527 230	8 324 825	11 570 666	44 235 609	117 940 487
Financements de l'État fléchés	172 156	344 312	172 156	860 780	1 377 248	1 032 936	1 721 560	-	1 893 717	2 238 029	2 410 185	4 992 525	17 215 605
Autres financements publics fléchés	480 777	17 797 088	7 725 893	476 588	3 310 892	94 415	11 007 764	-	12 609 428	6 004 235	9 108 811	39 218 481	100 070 582
Recettes propres fléchées	1 986	5 811	23 602	103 328	311 074	4 677	65 233	2 873	24 085	82 562	51 671	24 602	654 300
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	121 038	1 896 276	822 963	1 134 293	3 393 743	829 021	742 682	90 778	357 395	277 375	915 656	4 412 873	14 994 092
- TVA encaissée	121 038	97 938	132 923	99 444	211 816	181 557	242 076	90 778	212 510	230 665	211 816	1 192 223	3 024 784
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	-	1 798 338	690 040	1 034 849	3 181 926	647 464	500 607	-	144 885	46 710	703 840	3 220 650	11 969 309
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A. TOTAL	100 488 373	27 869 491	16 137 960	106 607 160	8 836 561	8 068 264	160 375 611	1 114 818	21 868 415	73 691 784	18 167 119	73 900 699	617 126 254
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	37 985 166	40 712 636	42 604 932	40 366 286	39 237 548	40 721 356	40 237 605	36 944 597	39 191 335	41 790 423	39 723 732	57 180 471	496 696 088
Personnel	32 333 619	34 635 634	34 196 401	33 643 945	33 784 938	33 173 599	33 842 616	34 528 934	30 733 523	34 189 575	34 994 707	34 896 623	404 954 111
Fonctionnement	4 331 732	4 983 801	6 672 261	6 071 038	4 262 153	5 923 861	4 564 982	2 104 984	6 384 575	6 119 884	3 812 136	18 312 080	73 543 488
Investissement	1 319 816	1 093 201	1 736 270	651 304	1 190 458	1 623 895	1 830 007	310 679	2 073 237	1 480 964	916 890	3 971 768	18 198 489
Dépenses liées à des recettes fléchées	8 521 938	6 512 478	10 606 418	6 592 299	7 558 158	7 414 645	8 583 361	6 064 446	8 335 234	12 398 888	19 608 266	30 894 048	133 090 178
Personnel	2 325 923	2 505 411	2 590 640	2 571 807	2 424 470	2 488 608	2 470 065	2 567 676	2 391 599	2 673 824	2 013 517	5 718 903	32 742 444
Fonctionnement	5 149 623	2 942 642	6 620 944	2 942 642	4 413 962	3 118 909	3 678 302	2 942 642	3 678 302	4 413 962	12 506 227	21 157 885	73 566 041
Investissement	1 046 391	1 064 426	1 394 834	1 077 850	719 725	1 807 128	2 434 994	554 129	2 265 332	5 311 102	5 088 522	4 017 260	26 781 693
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	621 900	1 681 876	2 229 698	1 762 331	2 407 741	4 488 591	1 510 687	236 711	1 311 462	1 548 254	1 380 265	2 214 665	21 394 181
- TVA décaissée	600 178	607 706	972 111	572 014	418 503	1 029 158	826 524	236 711	1 018 120	1 247 640	553 161	1 148 824	9 230 650
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	21 722	1 074 171	1 257 587	1 190 317	1 989 237	3 459 432	684 163	-	293 342	300 615	827 105	1 065 841	12 163 531
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. TOTAL	47 129 003	48 906 990	55 441 047	48 720 916	49 203 447	52 624 592	50 331 653	43 245 754	48 838 030	55 737 565	60 712 264	90 289 184	651 180 447
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	53 359 369	21 037 500	39 303 087	57 886 243	40 366 886	44 556 327	110 043 958	42 130 936	26 969 615	17 954 218	42 545 144	16 388 485	34 054 193
SOLDE CUMULE (1) + (2)	154 413 638	133 376 138	94 073 051	151 959 294	111 592 408	67 036 081	177 080 038	134 949 103	107 979 488	125 933 706	83 388 561	67 000 076	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8

Opérations liées aux recettes fléchées du Budget Initial 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus

	Antérieures à 2024 et non dénouées	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	Total					
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice	-	60 374 021	49 741 424	34 591 733	-	7 636 920	-	78 881 268	58 188 990			
Recettes fléchées	377 918 368	85 789 997	117 940 487	36 831 408	28 665 456	196 862 723	844 008 438					
Financements de l'Etat fléchés	38 269 209	12 048 215	17 215 605	1 600 049	335 821	21 847 223	91 316 122					
Autres financements publics fléchés	336 808 986	72 621 997	100 070 582	34 044 304	28 329 635	175 015 500	746 891 003					
Recettes propres fléchées	2 840 173	1 119 785	654 300	1 187 055	0	0	5 801 313					
Dépenses sur recettes fléchées	317 544 347	96 422 593	133 090 178	79 060 062	99 909 803	131 659 840	857 686 823					
Personnel (AE=CP)												
AE	121 533 069	28 362 126	32 742 444	42 968 245	33 218 753	64 525 847	323 350 484					
CP	121 533 069	28 362 126	32 742 444	42 968 245	33 218 753	64 525 847	323 350 484					
Fonctionnement et intervention												
AE	88 967 323	41 503 584	72 896 884	24 905 201	25 971 953	50 979 560	305 224 505					
CP	85 059 382	42 575 085	73 566 041	24 925 725	25 992 475	53 105 797	305 224 505					
Investissement												
AE	129 689 576	14 914 249	25 244 630	41 712 681	8 353 622	9 197 077	229 111 835					
CP	110 951 897	25 485 382	26 781 693	11 166 092	40 698 575	14 028 196	229 111 835					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	60 374 021	-	10 632 596	-	15 149 691	-	42 228 654	-	71 244 347	65 202 883	-	13 678 384
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	60 374 021	49 741 424	34 591 733	-	7 636 920	-	78 881 268	-	13 678 384			

Tableau 9 : Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (prévisionnel dépenses)

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
			AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reportis ou Reprogrammatio ns N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouvertes < N	Conso CP < N	Reportis ou Reprogrammatio ns N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
OPE-19	Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 630 035	12 593 115	12 302 714	-	36 920	36 920	12 006 803	11 977 522	-	250 387	250 387	290 401	111 726
OPE-AUTRES	OPE diverses filières pluriannuelles	11 120 372	11 108 372	11 045 572	-	12 000	12 000	10 949 713	10 389 904	-	76 917	76 917	62 800	590 751
OPE-09	Opé-09 Climat Planète Extension CERMO	7 083 885	7 083 885	7 071 364	-	-	-	6 672 321	6 600 697	-	-	-	12 521	470 667
OPE-15	Opé-15 CPER14 CRESI	19 977 512	18 679 632	18 006 482	-	1 397 880	1 397 880	16 080 857	14 633 759	-	3 580 004	3 580 004	573 150	1 190 598
OPE-14	Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	9 358 397	9 341 233	8 864 551	-	17 164	17 164	8 839 212	8 819 312	-	47 289	47 289	476 682	15 114
OPE-29	Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	7 293 517	6 112 295	5 760 053	-	1 047 948	1 047 948	3 026 686	2 828 707	-	2 859 165	2 859 165	485 516	1 120 129
OPE-12	Opé-12 CPER14 Valence Briffault	6 639 823	6 593 091	6 306 566	-	40 178	40 178	6 360 669	6 284 804	-	261 815	261 815	293 079	199 874
OPE-30	Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	2 312 550	2 312 550	2 122 891	-	-	-	2 122 892	2 122 891	-	-	-	189 659	-
OPE-13	Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 646 379	17 646 379	17 283 500	-	-	-	17 013 711	17 013 711	-	66 806	66 806	362 871	202 991
OPE-42	Opé-42 Jean Roget 410	191 178	183 178	164 489	-	8 000	8 000	183 178	133 345	-	8 000	8 000	18 689	31 144
OPE-46	Opé-46 BAPSO BU Sci. extension rés.ouv.	106 072	106 072	102 013	-	-	-	65 538	65 487	-	-	-	4 059	36 526
OPE-40	Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	566 318	566 318	566 318	-	-	-	566 318	566 318	-	-	-	-	-
OPE-34	Opé-34 PLR PHITEM	528 101	528 101	460 191	-	-	-	455 997	459 984	-	-	-	67 910	207
OPE-38	Opé-38 PLR Biologie	4 123 380	4 123 380	4 083 978	-	-	-	4 083 342	4 043 089	-	-	-	39 401	40 889
OPE-37	Opé-37 PLR IMA C	2 340 890	2 340 890	2 279 102	-	-	-	2 321 113	2 277 045	-	-	-	61 787	2 057
OPE-36	Opé-36 PLR Piscine	1 948 307	1 948 307	1 942 541	-	-	-	1 937 284	1 941 263	-	-	-	5 766	1 278
OPE-54	Opé 54 INSPE Annecy	238 769	238 769	238 769	-	-	-	238 769	238 769	-	-	-	-	-
OPE-26-F	Mise aux normes (fichés)	4 389 653	544 653	384 774	-	2 255 000	2 255 000	298 931	249 478	-	635 201	635 201	1 749 879	1 755 095
OPE-55	Opé-55 Crèche	3 000 000	2 786 831	2 782 049	-	118 033	118 033	238 359	103 177	-	2 174 725	2 174 725	99 918	62 180
OPE-60	DLST	5 000 000	151 294	61 567	-	249 084	249 084	68 280	20 157	-	170 640	170 640	4 689 349	119 854
OPE-58	Stendhal Phase 2	8 000 000	104 966	37 338	-	1 096 239	1 096 239	92 000	-	-	471 584	471 584	6 866 423	661 993
OPE-57	IUT Génie Civil	4 800 000	108 000	71 968	-	224 476	224 476	62 040	54 492	-	123 738	123 738	4 503 556	118 214
OPE-59	Briffaut Commun Phase 2	12 850 000	142 500	38 280	-	1 532 628	1 532 628	85 200	-	-	189 780	189 780	11 279 092	1 381 128
OPE-G-AUTR	OPE diverses non filières pluriannuelles	197 500	45 123	31 232	-	146 657	146 657	60 597	6 791	-	152 652	152 652	19 611	18 445
OPE-CAMPUS	Opé-Opération CAMPUS	432 313	243 313	242 312	-	189 000	189 000	239 921	220 000	-	189 000	189 000	1 001	22 312
Total Programmes pluriannuels d'invest		142 772 950	105 530 246	102 248 624	-	8 371 207	8 371 207	94 067 730	91 048 705	-	11 257 703	11 257 703	32 153 119	8 314 423
PRIVES	Contrats privés volet recherche	19 474 473	14 709 962	13 962 645	-	3 296 694	3 296 694	14 046 914	13 748 435	-	3 296 694	3 296 694	2 125 134	214 209
LABEX	LABEX volet recherche	143 712 161	81 786 066	77 215 898	-	8 980 106	8 980 106	78 525 941	75 477 773	-	8 980 106	8 980 106	5 718 157	1 738 125
PIA3-ANR-R	PIA 3 ANR volet RECHERCHE	38 551 059	24 790 062	23 621 537	-	5 552 856	5 552 856	24 381 201	23 307 577	-	5 552 856	5 552 856	9 376 666	313 960
PIA3-AUT-R	PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	3 494 557	3 494 557	3 147 854	-	-	-	3 846 812	3 865 364	-	-	-	346 704	717 510
HORS-UE	Contrats Hors UE volet recherche	3 083 242	2 031 531	1 865 478	-	977 845	977 845	1 743 077	1 832 679	-	977 845	977 845	239 920	32 799
EUROPE	Contrats européens volet recherche	17 785 006	9 080 287	8 292 883	-	3 971 839	3 971 839	8 980 359	7 963 438	-	3 971 839	3 971 839	5 520 283	329 445
RECH-TECH	PFI techniques volet RECHERCHE	151 086 170	90 780 092	-	-	35 237 184	35 237 184	75 758 608	-	-	30 087 845	30 087 845	115 848 986	5 130 339
EQUIPEX	EQUIPEX volet recherche	6 331 729	5 284 795	5 109 112	-	388 309	388 309	3 789 851	3 526 779	-	368 309	368 309	854 308	1 582 333
EUR-ERC	Contrats Européens ERC volet RECHERCHE	26 192 453	17 282 401	16 826 147	-	3 230 750	3 230 750	16 975 699	16 234 287	-	3 230 750	3 230 750	6 135 556	591 861
PUBLICS	AUTRES FINANCEURS PUBLICS vol RECHERCHE	14 644 551	11 280 027	10 130 360	-	2 287 212	2 287 212	9 904 926	9 936 193	-	2 287 212	2 287 212	2 226 979	194 166
HPIA-ANR-R	ANR hors PIA volet RECHERCHE	36 580 248	16 217 750	14 447 294	-	11 024 981	11 024 981	15 958 889	14 133 456	-	11 024 981	11 024 981	11 107 973	313 837
IDX-PRO-R	IDEX PROBATOIRE volet RECHERCHE	34 771 426	34 771 426	34 374 817	-	-	-	34 343 226	34 366 395	-	-	-	396 609	8 422
FEDER	Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	2 018 198	1 890 400	1 866 371	-	120 443	120 443	1 634 931	1 859 054	-	309 643	309 643	31 384	181 883
EUR-MCURI	Contrat Européens MARIE-CURIE volet RECH	10 562 865	4 252 286	3 805 162	-	2 723 185	2 723 185	4 217 765	3 760 183	-	2 723 185	2 723 185	4 034 519	44 979
RECH-ETAT	ETAT volet RECHERCHE	4 051 794	2 213 939	2 021 892	-	894 610	894 610	2 065 445	1 957 384	-	894 610	894 610	1 135 292	64 508
PIA3-BPI-R	PIA 3 BPI volet RECHERCHE	1 147 367	710 401	670 020	-	241 742	241 742	710 401	669 149	-	241 742	241 742	235 605	871
PIA3-MUL-R	PIA 3 Multifinancier volet RECHERCHE	297 588	297 588	297 346	-	-	-	229 586	297 346	-	-	-	242	-
IDX-PER1-R	IDEX PERENNISE TRANCHE 1 volet RECHERCHE	17 283 545	10 040 846	8 778 936	-	5 848 746	5 848 746	9 956 142	8 303 542	-	5 848 746	5 848 746	2 655 863	475 394
PIA3-CDC-R	PIA 3 CDC volet RECHERCHE	6 819 066	2 231 130	1 971 948	-	721 824	721 824	2 014 887	1 806 825	-	721 824	721 824	4 125 293	165 123
IDEES-R	IDEES volet recherche	5 332 573	1 727 518	1 541 001	-	810 000	810 000	1 681 500	1 360 541	-	810 000	810 000	2 981 572	180 460
PEPR-R	PEPR volet RECHERCHE	26 706 697	1 531 893	1 117 645	-	5 617 674	5 617 674	1 524 650	1 051 798	-	5 617 674	5 617 674	19 971 378	65 847
PIA4-ANR-R	PIA 4 ANR volet RECHERCHE	2 686 462	1 576 203	1 289 482	-	736 870	736 870	1 571 314	1 289 403	-	736 870	736 870	660 110	79
CPER-CINAU	CPER projet CINAURA volet RECHERCHE	3 759 888	2 899 847	2 898 547	-	860 041	860 041	1 452 705	2 079 312	-	860 041	860 041	1 300	819 235
PPR-R	PPR PROGRAMME PRIORITAIRE DE RECHERCHE	134 823	51 064	45 548	-	42 848	42 848	51 064	45 548	-	42 848	42 848	46 427	-
GATES-R	GATES volet recherche	18 179 259	14 554 824	11 260 640	-	1 896 517	1 896 517	1 453 009	970 619	-	1 896 517	1 896 517	15 162 102	150 021
PIA4-PRE-R	PIA 4 PREMATURATION volet RECHERCHE	3 475 918	146 517	124 291	-	618 479	618 479	146 517	115 644	-	618 479	618 479	2 733 147	8 647
PIA4-BPI-R	PIA 4 BPI volet RECHERCHE	193 386	37 830	27 832	-	82 808	82 808	37 830	27 253	-	82 808	82 808	82 745	580
CPER-MECA	CPER projet MECASNOW volet RECHERCHE	106 820	185 820	124 066	-	425 000	425 000	185 820	86 170	-	425 000	425 000	61 754	37 896
PUI-FIT-R	PUI FIT INNOVATION volet RECHERCHE	3 578 089	5 000	3 708	-	1 031 934	1 031 934	5 000	975	-	1 031 934	1 031 934	2 542 448	2 733
CPER-FLI	CPER projet FLI volet RECHERCHE	1 380 160	482 160	-	-	758 000	758 000	482 160	-	-	758 000	758 000	602 160	-
AUTRE-RECH	AUTRE projet RECHERCHE	40 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40 000	-
MIAI-R	MIAI pôle d'excellence IA volet RECHERCHE	52 240 215	51 500	17 035	-	3 129 649	3 129 649	51 500	17 035	-	3 129 649	3 129 649	49 093 531	-
Total Contrats de recherche		656 185 788	343 275 717	236 715 494	-	101 488 148	101 488 148	317 727 192	230 090 158	-	96 538 009	96 538 009	317 982 146	11 575 476
HPIA-ANR-F	ANR hors PIA volet FORMATION	6 150 708	6 118 286	4 825 520	-	32 422	32 422	6 097 547	4 835 420	-	32 422	32 422	1 292 766	9 900
FORM-ETAT	ETAT volet FORMATION	20 235 353	2 650 780	2 485 832	-	1 055 316	1 055 316	2 968 566	2 406 265	-	786 103	786 103	16 694 205	348 780
FORM-AUTCO	AUTRES COLLECTIVITES volet FORMATION	1 722 648	1 310 111	1 190 403	-	178 039	178 039	1 262 159	1 121 367	-	178 039	178 039	354 206	69 036
PIA3-CDC-F	PIA 3 CDC volet FORMATION	1 953 238	1 591 749	1 323 240	-	312 489	312 489							

Tableau 9 Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (prévisionnel recettes)

Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Restes à encaisser > N
OPE-19	Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 630 035	3 625 019	9 005 016	8 110 016	-	895 000
OPE-AUTRES	Opé diverses fléchées pluriannuelles	11 120 372	-	12 074 873	12 027 043	47 830	-
OPE-09	Opé-09 Climat Planète Extension CERMO	7 083 885	68 735	7 152 620	7 579 120	-	426 500
OPE-15	Opé-15 CPER14 CRESI	19 977 512	377 512	19 600 000	6 673 747	3 197 023	9 729 230
OPE-14	Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	9 358 397	694 397	8 664 000	8 174 000	600 000	110 000
OPE-29	Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	7 293 517	206 483	7 500 000	2 814 681	735 000	3 950 319
OPE-12	Opé-12 CPER14 Valence Briffault	6 639 823	1 609 823	5 030 000	5 030 000	-	-
OPE-30	Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	2 312 550	112 550	2 200 000	1 730 000	47 000	423 000
OPE-13	Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 646 379	1 100 900	16 545 479	10 631 174	923 869	4 990 436
OPE-42	Opé-42 Jean Roget 410	191 178	-	-	-	-	-
OPE-46	Opé-46 BAPSO BU Sci. extension rés.ouvr.	106 072	106 072	-	-	-	-
OPE-40	Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	566 318	49 522	615 840	585 048	30 792	-
OPE-34	Opé-34 PLR PHITEM	528 101	106 093	422 008	400 908	-	21 100
OPE-38	Opé-38 PLR Biologie	4 123 380	180 342	3 943 038	1 374 000	-	2 569 038
OPE-37	Opé-37 PLR IMA C	2 340 890	250 031	2 090 859	1 422 563	104 543	563 753
OPE-36	Opé-36 PLR Piscine	1 948 307	231 306	1 717 001	1 631 151	85 850	-
OPE-54	Opé 54 INSPE Annecy	236 769	136 769	100 000	100 000	-	-
OPE-26-F	Mise aux normes (fléchés)	4 389 653	4 389 653	-	-	-	-
OPE-55	Opé-55 Crèche	3 000 000	1 980 000	1 020 000	-	-	1 020 000
OPE-60	DLST	5 000 000	-	5 000 000	-	200 000	4 800 000
OPE-58	Stendhal Phase 2	8 000 000	-	8 000 000	-	-	8 000 000
OPE-57	IUT Génie Civil	4 800 000	300 000	4 500 000	-	-	4 500 000
OPE-59	Briffaut Commun Phase 2	12 850 000	-	12 850 000	-	-	12 850 000
OPE-G-AUTR	Opé diverses non fléchées pluriannuelles	197 500	197 500	-	-	-	-
OPE-CAMPUS	Opé-Opération CAMPUS	432 313	-	432 313	-	-	432 313
Total Programmes pluriannuels d'invest		142 772 950	14 309 903	128 463 047	68 283 451	5 971 907	54 207 689
PRIVES	Contrats privés volet recherche	19 474 473	-	19 474 473	14 201 419	3 064 015	2 209 040
LABEX	LABEX volet recherche	143 712 161	-	143 712 161	63 771 969	10 320 000	69 620 192
PIA3-ANR-R	PIA 3 ANR volet RECHERCHE	38 551 059	-	38 551 059	25 382 266	3 265 877	9 902 917
PIA3-AUT-R	PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	3 494 557	-	3 494 557	2 723 891	28 608	742 058
HORS-UE	Contrats Hors UE volet recherche	3 083 242	-	3 083 242	2 184 360	332 229	566 654
EUROPE	Contrats européens volet recherche	17 785 006	-	17 785 006	7 795 369	2 797 053	7 192 583
RECH-TECH	PFI techniques volet RECHERCHE	151 086 170	-	151 086 170	-	42 791 864	108 294 306
EQUIPEX	EQUIPEX volet recherche	6 331 729	-	6 331 729	2 215 173	1 249 177	2 867 379
EUR-ERC	Contrats Européens ERC volet RECHERCHE	26 192 453	-	26 192 453	15 997 762	1 627 642	8 567 049
PUBLICS	AUTRES FINANCEURS PUBLICS voi RECHERCHE	14 644 551	-	14 644 551	7 431 197	1 725 346	5 488 008
HPIA-ANR-R	ANR hors PIA volet RECHERCHE	36 580 248	-	36 580 248	23 189 180	6 461 710	6 929 358
IDX-PRO-R	IDEX PROBATOIRE volet RECHERCHE	34 771 426	-	34 771 426	30 484 220	-	4 287 206
EUR-FEDER	Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	2 018 198	-	2 018 198	1 092 024	353 205	572 968
EUR-MCURIE	Contrat Européens MARIE-CURIE volet RECH	10 562 865	-	10 562 865	6 296 497	1 868 916	2 397 453
RECH-ETAT	ETAT volet RECHERCHE	4 051 794	-	4 051 794	1 710 212	716 738	1 624 844
PIA3-BPI-R	PIA 3 BPI volet RECHERCHE	1 147 367	-	1 147 367	549 663	364 807	232 897
PIA3-MUL-R	PIA 3 Multifinanceur volet RECHERCHE	297 588	-	297 588	297 346	-	242
IDX-PER1-R	IDEX PERENNEISE TRANCHE 1 volet RECHERCHE	-	-	-	175 006	-	175 006
PIA3-CDC-R	PIA 3 CDC volet RECHERCHE	6 819 066	-	6 819 066	1 559 597	1 022 369	4 237 100
IDEES-R	IDEES volet recherche	-	-	-	7 690	-	7 690
PEPR-R	PEPR volet RECHERCHE	26 706 697	-	26 706 697	902 497	4 878 309	20 925 891
PIA4-ANR-R	PIA 4 ANR volet RECHERCHE	2 686 462	-	2 686 462	992 206	464 099	1 230 157
CPER-CINAU	CPER projet CINAURA volet RECHERCHE	3 759 888	-	3 759 888	1 224 000	136 000	2 399 888
PPR-R	PPR PROGRAMME PRIORITAIRE DE RECHERCH	134 823	-	134 823	25 157	49 256	60 410
GATES-R	GATES volet recherche	-	-	-	3 000	-	3 000
PIA4-PRE-R	PIA 4 PREMATURATION volet RECHERCHE	3 475 918	-	3 475 918	2 763 636	690 909	21 373
PIA4-BPI-R	PIA 4 BPI volet RECHERCHE	193 386	-	193 386	-	83 230	110 156
CPER-MECA	CPER projet MECASNOW volet RECHERCHE	610 820	-	610 820	-	667 500	56 680
PUI-FIT-R	PUI FIT INNOVATION volet RECHERCHE	3 578 089	-	3 578 089	-	-	3 578 089
CPER-FLI	CPER projet FLI volet RECHERCHE	1 360 160	-	1 360 160	-	1 012 500	347 660
AUTRE-RECH	AUTRE projet RECHERCHE	40 000	-	40 000	-	11 000	29 000
MIAI-R	MIAI pôle d'excellence IA volet RECHERHE	52 240 215	-	52 240 215	-	4 000 000	48 240 215
Total Contrats de recherche		615 390 411	-	615 390 411	212 975 337	89 982 358	312 432 716
HPIA-ANR-F	ANR hors PIA volet FORMATION	6 150 708	-	6 150 708	2 803 860	22 422	3 324 426
FORM-ETAT	ETAT volet FORMATION	20 235 353	-	20 235 353	2 072 203	9 000	18 154 150
FORM-AUTCO	AUTRES COLLECTIVITES volet FORMATION	1 722 648	-	1 722 648	834 185	142 410	746 053
PIA3-CDC-F	PIA 3 CDC volet FORMATION	1 953 238	-	1 953 238	761 997	296 176	895 065
IDX-PRO-F	IDEX PROBATOIRE volet FORMATION	19 200 115	-	19 200 115	21 005 656	3 000 000	4 805 540
FORM-PRIVE	Financeurs PRIVES volet FORMATION	1 282 603	-	1 282 603	418 170	361 445	502 988
FORM-REGIO	REGIONS volet FORMATION	4 434 181	-	4 434 181	2 122 232	557 537	1 754 412
PIA3-ANR-F	PIA 3 ANR volet FORMATION	9 630 685	-	9 630 685	6 450 026	575 871	2 604 787
FORM-TECH	PFI technique volet FORMATION	328 667	-	328 667	-	-	328 667
FORM-ERASM	ERASMUS volet FORMATION	4 785 815	-	4 785 815	1 499 598	1 022 935	2 263 282
SFRI-F	SFRI volet FORMATION	17 000 000	-	17 000 000	6 800 885	1 700 000	8 499 115
IDX-PER1-F	IDEX PERENNEISE volet FORMATION 2022-25	57 874 501	-	57 874 501	47 531 362	14 795 023	4 451 884
PIA2-AUT-F	PIA 2 Autre financeur volet FORMATION	152 802	-	152 802	140 000	16 750	3 948
IDEES-F	IDEES volet FORMATION	17 200 000	-	17 200 000	5 160 000	1 720 000	10 320 000
FORM-UE	UNION EUROPEENNE Volet FORMATION	101 444	-	101 444	48 100	-	53 344
MULTIFIN-F	Projets MULTIFINACEURS volet FORMATION	498 218	-	498 218	279 682	128 000	90 536
FORM-HUE	HORS UNION EUROPEENNE Volet FORMATION	4 621 273	-	4 621 273	291 504	156 000	4 173 769
GATES-F	GATES volet FORMATION	27 697 599	-	27 697 599	4 154 640	2 345 900	21 197 059
CMA-CMI	Projet CMA-CMI volet FORMATION	62 474 336	-	62 474 336	28 501 065	31 090 537	2 882 734
PIA4-ANR-F	PIA 4 ANR volet FORMATION	2 205 604	-	2 205 604	742 307	-	1 463 297
RRA-GIPC-F	Soutien RRA via GIP CAMPUS FORMATION	1 177 932	-	1 177 932	28 879	89 445	1 059 607
PIA4-CDC-F	PIA 4 CDC volet FORMATION	12 841	-	12 841	-	-	12 841
HPIA-BPI-F	BPI hors PIA volet FORMATION	19 000	-	19 000	-	-	19 000
PIA3-AUT-F	PIA 3 Autre financeur volet FORMATION	5 000	-	5 000	-	155 000	150 000
Total Contrats d'enseignement		260 764 561	-	260 764 561	131 646 351	58 184 452	70 933 758
Total		1 018 927 921	14 309 903	1 004 618 019	412 905 139	154 138 716	437 574 163

TABLEAU 10 : Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Prévisions d'AE et de CP			Prévisions N (BI + BR)										Prévisions N+1 et suivantes						
Opération	Nature	Coût total de l'opération recalculé	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	
Programmes pluriannuels d'invest	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	1 045 127	851 473	695 784	0	189 000	189 000	710 197	635 192	0	189 000	189 000	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement	141 727 823	104 678 773	101 552 840	0	8 182 207	8 182 207	93 357 533	90 413 513	0	11 068 703	11 068 703	23 588 837	6 283 890	4 081 452	23 961 288	1 201 208	5 263 123	
Total Programmes pluriannuels d'invest		142 772 950	105 530 246	102 248 624	0	8 371 207	8 371 207	94 067 730	91 048 705	0	11 257 703	11 257 703	23 588 837	6 283 890	4 081 452	23 961 288	1 201 208	5 263 123	
Contrats de recherche	Personnel	314 651 872	140 963 928	129 464 646	0	37 405 538	37 405 538	141 796 544	129 975 554	0	37 405 538	37 405 538	46 397 544	46 397 544	33 636 648	33 636 648	116 973 295	123 141 520	
	Fonctionnement	228 388 536	115 616 599	76 368 363	0	46 643 824	46 643 824	118 661 038	72 411 895	0	42 438 824	42 438 824	21 580 365	21 580 365	16 762 734	16 762 734	62 529 860	66 362 860	
	Investissement	113 145 380	86 695 190	30 882 485	0	17 438 786	17 438 786	57 269 611	27 702 708	0	16 693 647	16 693 647	4 124 041	4 865 549	3 184 296	3 347 328	12 793 363	13 463 074	
Total Contrats de recherche		656 185 788	343 275 717	236 715 494	0	101 488 148	101 488 148	317 727 192	230 090 158	0	96 538 009	96 538 009	72 101 950	72 843 458	53 583 678	53 746 710	192 296 518	202 967 454	
Contrats d'enseignement	Personnel	45 759 348	31 579 627	26 820 776	0	9 966 863	9 966 863	31 723 824	27 029 213	0	9 965 281	9 965 281	3 340 051	3 341 051	2 236 568	2 236 568	4 457 359	4 598 925	
	Fonctionnement	146 863 771	69 573 913	41 503 435	0	45 367 989	45 367 989	67 064 712	38 160 589	0	45 551 521	45 551 521	8 955 328	8 975 852	11 988 142	12 008 664	37 800 085	38 808 364	
	Investissement	27 346 066	7 498 107	5 178 459	0	3 772 003	3 772 003	7 657 288	5 012 355	0	3 380 639	3 380 639	14 842 651	1 669 358	1 960 151	13 712 236	1 779 326	5 518 569	
Total Contrats d'enseignement		219 969 184	108 651 647	73 502 670	0	59 106 855	59 106 855	106 445 824	70 202 157	0	58 897 441	58 897 441	27 138 029	13 986 261	16 184 860	27 957 468	44 036 770	48 925 858	
	Ss total Personnel	360 411 220	172 543 555	156 285 422	0	47 372 401	47 372 401	173 520 368	157 004 768	0	47 370 819	47 370 819	49 737 595	49 738 595	35 873 217	35 873 217	121 430 654	127 740 444	
	Ss total Fonctionnement	376 297 433	186 041 985	118 567 582	0	92 200 813	92 200 813	186 435 947	111 207 676	0	88 179 345	88 179 345	30 535 693	30 556 217	28 750 875	28 771 398	100 329 945	105 171 224	
	Ss total Investissement	282 219 269	198 872 070	137 613 784	0	29 392 995	29 392 995	158 284 432	123 128 576	0	31 142 989	31 142 989	42 555 529	12 818 797	9 225 898	41 020 851	15 773 898	24 244 766	
TOTAL		1 018 927 922	557 457 610	412 466 788	0	168 966 209	168 966 209	518 240 747	391 341 020	0	166 693 153	166 693 153	122 828 816	93 113 609	73 849 990	105 665 466	237 534 496	257 156 434	

Prévisions de recettes		Prévisions	Prévisions N		Prévisions en N+1 et suivantes		
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
Programmes pluriannuels d'invest	Financement de l'Etat	57 430 537	27 057 003	2 310 054	11 080 671	8 998 824	8 093 987
	Autres financements publics	49 952 620	21 089 390	3 614 023	8 840 569	8 417 569	8 417 569
	Autres financements	35 389 793	20 137 059	47 830	895 000	0	0
Total Programmes pluriannuels d'invest		142 772 950	68 283 452	5 971 907	20 816 240	17 416 393	16 511 556
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	50 617 976	5 060 587	20 989 763	437 718	302 122	2 197 291
	Autres financements publics	518 994 381	191 671 762	60 367 296	17 406 060	10 468 112	277 486 127
	Autres financements	45 778 054	16 242 988	8 625 299	1 196 037	421 853	2 517 395
Total Contrats de recherche		615 390 411	212 975 337	89 982 358	19 039 815	11 192 087	282 200 814
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	14 540 645	12 015 977	2 889 477	47 496	47 496	1 739 111
	Autres financements publics	244 275 591	118 854 324	54 810 173	17 438 113	17 341 744	34 290 598
	Autres financements	1 948 325	776 050	484 801	29 200	0	0
Total Contrats d'enseignement		260 764 561	131 646 351	58 184 452	17 514 809	17 389 240	36 029 709
	Ss total Financement de l'Etat	122 589 158	44 133 568	26 189 294	11 565 885	9 348 442	12 030 390
	Ss total Autres financements	813 222 592	331 615 475	118 791 491	43 684 742	36 227 425	320 194 294
	Ss total Autres financements	83 116 171	37 156 097	9 157 931	2 120 237	421 853	2 517 395
TOTAL		1 018 927 921	412 905 140	154 138 716	57 370 864	45 997 720	334 742 079

TABLEAU DE SYNTHÈSE

**Tableau de synthèse budgétaire et comptable du Budget Initial de l'exercice 2025
Etablissement Principal avec Plan Campus**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Exercice 2025	
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	73 413 790
	2	Niveau initial du fonds de roulement	25 929 423
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-75 124 846
	4	Niveau initial de la trésorerie	101 054 269
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	76 924 245
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	24 130 024	
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	631 685 403
	6	Résultat patrimonial	-6 390 345
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	2 451 362
	8	Variation du fonds de roulement	-11 778 516
	9	Opérations bilancielle non budgétaires	SENS 0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0
		Cautionnements et dépôts	- 0
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0
		Variation des stocks	+ / - 0
		Production immobilisée	+ 0
		Charges sur créances irrécouvrables	- 0
		Produits divers de gestion courante	+ 0
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 15 875 588
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 15 875 587
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - -1
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-27 654 104
	12.a	Recettes budgétaires	602 132 162
12.b	Crédits de paiement ouverts	629 786 266	
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-6 400 088	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	-34 054 192	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-15 149 691	
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-18 904 501	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	22 275 676	
16	Restes à payer	1 899 137	
Stocks finaux	17	Niveau final de restes à payer	75 312 927
	18	Niveau final du fonds de roulement	14 150 907
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-52 849 170
	20	Niveau final de la trésorerie	67 000 077
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	61 774 554
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	5 225 523	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2025

BUDGET UGA SANS PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2025 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	
Personnel	424 217 333	440 712 272	426 564 195	437 027 768	10 463 573	424 229 820	440 712 272	426 564 195	437 027 768	10 463 573	496 225 012	467 744 764	477 132 075	482 442 547	5 310 472	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	108 417 464	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	108 417 464	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	405 943 248	381 677 600	385 155 516	387 564 516	2 409 000	Subvention pour charges de service public
											2 971 324	1 624 126	1 710 110	2 378 976	668 866	Autres financements de l'Etat
											3 360 755	3 019 319	3 572 448	3 000 728	- 571 720	Fiscalité affectée
Fonctionnement	103 972 794	120 192 199	118 172 011	135 883 891	17 711 880	101 576 035	119 307 883	118 379 765	136 338 529	17 958 764	19 650 782	22 696 210	23 921 854	27 915 445	3 993 590	Autres financements publics
											64 298 903	58 727 509	62 772 147	61 582 882	- 1 189 265	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	130 626 134	84 844 405	85 789 997	102 209 095	16 419 098	Recettes fléchées*
											5 482 078	14 927 805	12 048 215	1 484 213	- 10 564 002	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	32 773 418	32 523 055	30 195 045	36 181 957	5 986 913	45 864 348	45 605 239	43 272 373	38 318 182	- 4 954 191	124 668 359	69 308 000	72 621 997	100 070 582	27 448 585	Autres financements publics fléchés
											475 697	608 600	1 119 785	654 300	- 465 485	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	560 963 545	593 427 526	574 931 251	609 093 616	34 162 365	571 670 203	605 625 394	588 216 333	611 684 479	23 468 146	626 851 146	552 589 170	562 922 072	584 651 642	21 729 570	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						55 180 943	-	-	-	-	-	53 036 224	25 294 261	27 032 837	1 738 576	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2025 - UGA sans Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	16 157 746	16 157 746	6 542 433	6 542 433	3 503 694	3 503 694	26 203 873	26 203 873
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 169 068	4 169 068	3 943 864	3 943 864	437 818	437 818	8 550 750	8 550 750
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	464 749	464 749	819 993	819 993	20 000	20 000	1 304 742	1 304 742
D105 - Bibliothèques et documentation	429 637	429 637	2 699 298	2 829 298	152 617	152 617	3 281 552	3 411 552
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	3 792 222	3 792 222	6 002 407	6 142 354	1 454 605	1 643 805	11 249 233	11 578 381
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	5 166 916	5 166 916	4 052 363	4 052 363	1 214 017	1 214 017	10 433 296	10 433 296
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 785 998	5 785 998	5 041 953	5 031 953	958 974	958 974	11 786 925	11 776 925
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	248 438	248 438	-	-	248 438	248 438
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 287 078	5 287 078	5 295 959	5 295 959	584 897	584 897	11 167 934	11 167 934
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	4 017 912	4 017 912	4 350 340	4 350 340	223 075	223 075	8 591 327	8 591 327
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	12 600 540	12 600 540	8 503 386	8 503 386	3 754 091	3 754 091	24 858 018	24 858 018
D113 - Diffusion des savoirs et musées	144 008	144 008	164 129	164 129	10 000	10 000	318 137	318 137
D114 - Immobilier	1 041 518	1 041 518	20 457 496	20 443 501	14 836 265	16 644 443	36 335 279	38 129 462
D115 - Pilotage et support	375 202 047	375 202 047	64 815 435	64 884 234	8 860 789	8 860 789	448 878 271	448 947 070
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	956 164	956 164	2 195 091	2 195 091	134 861	134 861	3 286 116	3 286 116
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 812 166	1 812 166	751 305	891 191	36 253	175 100	2 599 724	2 878 457
TOTAL	437 027 768	437 027 768	135 883 891	136 338 529	36 181 957	38 318 182	609 093 616	611 684 479

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	387 564 516	-	-	-	-	-	-	-	387 564 516
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	5 895 906	-	-	-	5 895 906
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	20 880 417	-	-	-	20 880 417
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	999 797	-	-	-	999 797
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	8 000	-	134 350	693 288	85 850	-	4 300	925 788
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 326 393	-	-	-	2 326 393
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	1 969 790	-	-	81 710 135	-	83 679 925
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	11 586 595	364 214	-	50 000	-	12 000 809
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	3 471 458	-	-	2 369 433	-	5 840 891
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	3 485 966	23 380	-	7 483 389	-	10 992 735
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	2 370 976	-	7 057 108	5 000 185	1 398 363	8 305 885	150 000	24 282 516
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	210 177	2 163 006	-	151 741	-	2 524 925
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 000 728	-	23 236 297	-	-	500 000	26 737 025
TOTAL	387 564 516	2 378 976	3 000 728	27 915 445	61 582 882	1 484 213	100 070 582	654 300	584 651 642

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 27 032 837

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2025 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	PRODUITS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Personnel	420 567 983	433 934 817	420 890 793	431 266 809	10 376 016	Subventions de l'Etat	451 107 863	385 707 866	388 588 257	389 413 860	825 603
dont contributions employeur CAS Pension	108 417 464	115 445 405	104 871 886	110 590 358	5 718 472	Fiscalité affectée	3 312 512	3 019 319	3 572 448	3 003 416	- 569 032
Fonctionnement autre que les charges de personnel	144 380 875	151 254 409	148 899 238	169 087 648	20 188 410	Autres subventions	26 317 601	102 243 179	90 442 843	121 707 278	31 264 435
						Autres produits	80 908 081	76 161 009	80 615 332	79 839 558	- 775 774
TOTAL DES CHARGES (1)	564 948 857	585 189 226	569 790 031	600 354 457	30 564 426	TOTAL DES PRODUITS (2)	561 646 057	567 131 374	563 218 880	593 964 112	30 745 232
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	180 806	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	3 302 801	18 057 853	6 571 151	6 390 345	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	564 948 857	585 189 226	569 790 031	600 354 457	30 745 232	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	564 948 857	585 189 226	569 790 031	600 354 457	30 745 232

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 3 302 801	- 18 057 853	- 6 571 151	- 6 390 345	180 806
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	29 281 020	26 055 742	26 055 742	26 988 161	932 419
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 511 647	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 42 730	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 17 587 766	- 17 249 683	- 17 249 683	- 18 267 326	- 1 017 643
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	7 836 076	- 9 251 794	2 234 908	2 330 490	95 582

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	9 251 794	-	-	-	Capacité d'autofinancement	7 836 076	-	2 234 908	2 330 490	95 582
Investissements	46 936 773	45 605 239	43 272 373	38 318 182	- 4 954 191	Financement de l'actif par l'État	19 560 703	14 973 027	13 045 182	4 079 222	- 8 965 960
Dépôt IDEX - dotation non consommable	850 828 647	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	8 808 751	14 205 749	13 197 276	16 866 500	3 669 224
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	-	Autres ressources	88 541	437 848	539 348	3 263 453	2 724 105
						Augmentation des dettes financières	850 826 603	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	897 765 420	54 857 033	43 272 373	38 318 182	- 4 954 191	TOTAL DES RESSOURCES (6)	887 120 674	29 616 624	29 016 714	26 539 666	- 2 477 049
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	2 477 142	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	10 644 746	25 240 409	14 255 659	11 778 516	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 10 644 746	- 25 240 409	- 14 255 659	- 11 778 516	2 477 142
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	30 631 844	5 391 436	16 376 186	4 597 669	- 11 778 516

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2025

BUDGET PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2025 - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecart entre BR2 2024 et BI 2025	
Personnel	562 563	575 380	575 380	668 787	93 407	550 105	575 380	575 380	668 787	93 407	22 127 220	20 049 520	20 049 520	1 749 128	- 18 300 392	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	33 259	-	-	-	-	33 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
											12 212 956	16 129 520	16 129 520	398 128	- 15 731 392	Autres financements de l'Etat
											-	-	-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	6 939 024	7 897 788	7 897 788	14 976 000	7 078 212	7 368 790	7 704 670	7 704 670	10 771 000	3 066 330	8 897 414	2 970 000	2 970 000	440 000	- 2 530 000	Autres financements publics
											1 016 851	950 000	950 000	911 000	- 39 000	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 731 392	15 731 392	Recettes fléchées*
											-	-	-	15 731 392	15 731 392	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	8 130 908	17 619 725	17 619 725	6 947 000	- 10 672 725	12 323 926	8 120 000	8 120 000	6 662 000	- 1 458 000	-	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
											-	-	-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	15 632 495	26 092 893	26 092 893	22 591 787	- 3 501 106	20 242 821	16 400 050	16 400 050	18 101 787	1 701 737	22 127 220	20 049 520	20 049 520	17 480 520	- 2 569 000	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						1 884 399	3 649 470	3 649 470	-	-	-	-	-	621 267	4 270 737	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2025 - Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	668 787	668 787	14 976 000	10 771 000	6 947 000	6 662 000	22 591 787	18 101 787
D115 - Pilotage et support	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	668 787	668 787	14 976 000	10 771 000	6 947 000	6 662 000	22 591 787	18 101 787

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-	-
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	398 128	440 000	-	15 731 392	-	-	16 569 520
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	-	-	-	-	-
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	-	911 000	-	-	-	911 000
TOTAL	-	398 128	440 000	911 000	15 731 392	-	-	17 480 520

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 621 267

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2025 - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	PRODUITS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Personnel	541 420	575 380	575 380	668 787	93 407	Subventions de l'Etat	7 560 129	7 397 186	7 397 186	10 649 659	3 252 473
dont contributions employeur CAS Pension	33 259	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 972 945	11 824 623	11 824 623	15 519 477	3 694 854	Autres subventions	-	-	-	-	-
						Autres produits	4 954 236	5 002 817	5 002 817	5 538 605	535 788
TOTAL DES CHARGES (1)	12 514 365	12 400 003	12 400 003	16 188 264	3 788 261	TOTAL DES PRODUITS (2)	12 514 365	12 400 003	12 400 003	16 188 264	3 788 261
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 514 365	12 400 003	12 400 003	16 188 264	3 788 261	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 514 365	12 400 003	12 400 003	16 188 264	3 788 261

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-	-	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 263 446	4 119 953	4 119 953	4 748 477	628 524
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	134 405	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 134 405	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 4 194 434	- 4 052 817	- 4 052 817	- 4 627 605	- 574 788
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	69 012	67 136	67 136	120 872	53 736

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	69 012	67 136	67 136	120 872	53 736
Investissements	8 140 488	8 120 000	8 120 000	6 662 000	- 1 458 000	Financement de l'actif par l'État	10 547 149	5 082 864	5 082 864	6 101 128	1 018 264
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-	2 970 000	2 970 000	440 000	- 2 530 000
Remboursement des dettes financières	4 206 873	-	-	-	-	Autres ressources	1 800 211	-	-	-	-
						Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	12 347 361	8 120 000	8 120 000	6 662 000	- 1 458 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	12 416 372	8 120 000	8 120 000	6 662 000	- 1 458 000
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	69 011	-	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-	-	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2023	Budget Initial 2024	Budget 2024 après BR2	Budget Initial 2025	Ecarts entre BR2 2024 et BI 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	69 011	-	-	-	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 553 238	9 553 238	9 553 238	9 553 238	-